

REVOLUTION INTERNATIONALE



ORGANE DU COURANT COMMUNISTE INTERNATIONAL EN FRANCE

GAUCHE OU DROITE AU POUVOIR

une même politique anti-ouvrière

■ Mitterrand à peine réélu président, le gouvernement Rocard à peine nommé et déjà on est reparti pour une deuxième campagne électorale. Depuis deux mois la bourgeoisie française fait tout ce qu'elle peut pour occuper le terrain : il n'y a pas un jour qui passe sans que l'on soit sollicité soit par les "rivalités" droite-gauche ou par l'"ouverture", soit par les "divisions" au sein de la droite ou au sein de la gauche, soit par la montée de Le Pen et du racisme ou la déchéance du PCF, soit par des "affaires" comme celle des otages du Liban ou celle de la Nouvelle-Calédonie. Comment s'y retrouver dans ce foutoir ?

C'est bien cela que recherche la bourgeoisie unanime, de son extrême-droite à son extrême-gauche, de Le Pen à Laquiller : faire que les ouvriers ne s'y retrouvent pas dans ce foutoir, qu'ils aient la conscience suffisamment perturbée pour qu'ils ne puissent pas aborder les véritables questions que pose réellement la situation et qu'ils ne puissent pas apporter dans l'immédiat leur réponse de classe.

Quel sort leur est réservé dans tout cela ?

Le sort du pays, et donc des ouvriers, dépendait paraît-il, de l'élection de Mitterrand ou de Chirac. Aujourd'hui, il dépendrait de la "majorité" qui sortira des urnes (ou plutôt des tripatouillages entre les différents partis).

Foutaise ! Les ouvriers savent, par expérience que cela ne changera rien pour eux : la bourgeoisie, quelle que soit la fraction qu'elle met au pouvoir, ne peut leur réserver que le pire.

Ils le savent en effet, parce que surtout durant ces dernières décennies, ils ont pu goûter à l'austérité des gaullistes et autres centristes et apprécier la "rigueur" du gouvernement PC/PS.

Aujourd'hui Mitterrand réélu n'a même pas cherché à leur faire le coup du discours "généreux", "socialiste" comme en 81. C'est un responsable bourgeois sérieux : il sait très bien que la crise économique mondiale connaît aujourd'hui une nouvelle et forte accélération et qu'il n'est pas question, comme en 81 de retarder les mesures d'assainissement nécessaires (c'est-à-dire encore plus d'attaques contre la classe ouvrière), d'autant que le capital français dont il a la charge est bien mal en point face à ses principaux concurrents.

D'ailleurs le gouvernement Rocard, dès le dé-

part, n'a laissé planer aucun doute :

- au niveau des mesures économiques, le mot d'ordre est "le réalisme d'abord". Certes Rocard a bien cherché à nous jeter un peu de poudre aux yeux avec son misérable "revenu minimum" et quelques francs supplémentaires accordés aux stagiaires de toute sorte (SIVP, TUC, apprentis...) ainsi qu'aux ...invalides et autres handicapés, mais l'essentiel reste que les boulons restent bloqués au niveau des salaires (les ouvriers savent ce que cela veut dire pour leur niveau de vie) et que le chômage connaît une nouvelle flambée (les instituts spécialisés de la bourgeoisie prévoient plus de 200 000 chômeurs supplémentaires avant la fin de l'été). A part ça, la plupart des mesures anti-ouvrières du gouvernement Chirac sont maintenues (cotisations supplémentaires pour la Sécurité Sociale, autorisation administrative de licenciements, etc.).

- au niveau de la répression anti-ouvrière : pendant que les ministres socialistes étaient encore en train de s'installer, les ouvriers de la SNECMA en lutte se voyaient menacés, à Villaroche, du "recours à l'assistance de la force publique" s'ils n'évacuaient pas l'usine ;

- au niveau de la politique guerrière, c'est la parfaite continuité avec le gouvernement précédent qu'il claironne aujourd'hui et dont il se félicite. Sur ce plan, il n'y a pas la moindre nuance au sein de la bourgeoisie entre la droite et la gauche. Mitterrand et Chirac s'entendaient déjà si bien, aussi le gouvernement Rocard ne fait que prendre le relais (cf. l'implication de la France au Moyen-Orient et sa politique vis-à-vis de l'Iran) ;

Voilà le sort réservé à la classe ouvrière : encore plus de misère, plus de répression, et plus de sacrifices pour la guerre.

Voilà pourquoi la classe ouvrière n'a pas d'autre choix que de lutter en masse et d'opposer à cette politique le front le plus uni.

C'est cette perspective qui se développe déjà aujourd'hui, la bourgeoisie le sait et s'y prépare activement.

- Elle s'y prépare en essayant de déboussoler et de saper la confiance des ouvriers en eux-mêmes, en développant aujourd'hui toute une campagne sur une soi-disant "crise de la classe ouvrière".

- Elle s'y prépare en essayant de semer la divi-

sion dans les rangs ouvriers à travers la relance de la campagne anti-raciste, entre ouvriers français et ouvriers immigrés.

- Elle s'y prépare en essayant de redonner un peu plus de crédit au pseudo-antagonisme droite-gauche qui doit permettre, en particulier au PC, à la CGT et aux gauchistes de se présenter comme les derniers, les seuls et véritables défenseurs de la classe ouvrière. La CGT n'a d'ailleurs pas attendu pour organiser le 16 mai une manifestation "combative", "radicale", très "lutte de classes" comme le rapportent les journaux bourgeois, rassemblant les ouvriers de différents secteurs de la région parisienne, avec à leur tête une délégation de la SNECMA, le tout noyé dans une masse importante de communaux des mairies PC.

Ce sont ces "radicaux" de la bourgeoisie que les ouvriers vont trouver devant eux dans les luttes. Ils les trouvent déjà aujourd'hui. Les ouvriers de Chausson, de la SNECMA ou de Michelin viennent de faire, après tant d'autres, une nouvelle fois l'expérience du sabotage syndical, en particulier de la part de la CGT et des gauchistes, qui les a entraînés dans l'enfermement et l'isolement de leur lutte puis dans la défaite.

Pour se défendre aujourd'hui, parce qu'il n'y a pas d'autre choix, et pour se défendre efficacement, la classe ouvrière doit continuer à démasquer ses ennemis les plus dangereux ; bien sûr, le PC et la CGT ainsi que tous les autres syndicats, mais aussi ceux qui, comme IO s'évertuent à essayer de leur redonner une crédibilité, une nouvelle virginité. Elle doit également apprendre à déjouer tous les pièges que tous ces faux-amis leur tendent et qui n'ont comme seul but que de saboter l'indispensable unification de toutes les luttes.

La défense des intérêts des ouvriers, aujourd'hui contre la politique de misère que leur fait subir la bourgeoisie est à ce prix. Sinon, c'est la dispersion, la division, la défaite et la soumission qui les attend.

JE
28.05.88

1968-1988



**LE PROLETARIAT MONDIAL
DEVELOPPE SON COMBAT**



P.4

Sommaire

FRANCE
Affaiblissement de la bourgeoisie française.....p.2
PCF-FN : plus chauvin que moi, tu meurs.....p.2
IO au secours de la racaille stalinienne.....p.2
...et saboteur de la lutte à la SNECMA.....p.3
Tract du CCI à Michelin.....p.3

LUTTE DE CLASSE INTERNATIONALE:
1968-1988 : 20 ans de reprise prolétarienne.....p.4
Luttes ouvrières en Pologne.....p.5

BARBARIE DU CAPITALISME :
Massacre électoral en Nouvelle Calédonie.....p.7
Afghanistan, Moyen-Orient.....p.8

ELECTION PRESIDENTIELLE C'EST LA BOURGEOISIE QUI EST AFFAIBLIE, PAS LA CLASSE OUVRIERE

La bourgeoisie nous raconte aujourd'hui en agitant l'importance du score de Le Pen et surtout l'effondrement électoral du PCF qu'il y a une crise profonde, très grave de la classe ouvrière en France, voire qu'on assiste à son "éclatement", son "dynamitage". La classe dominante peut-elle sérieusement se bercer de tels rêves ? Certainement pas. La réalité se situe exacte-

ment à l'opposé de cette campagne mensongère : ce n'est pas du tout, à quelque niveau que ce soit, une crise au sein de la classe ouvrière que traduisent les dernières élections présidentielles mais bel et bien un affaiblissement considérable de la bourgeoisie française et de tout son appareil politique.

■ Depuis la fin des années 70 (voir notamment la Revue Internationale n° 18), la bourgeoisie a développé à l'échelle mondiale une stratégie visant à confier aussi souvent que possible aux partis de droite (ou à défaut, du "centre") le soin de mener, au gouvernement, les brutales politiques anti-ouvrières requises par l'aggravation de l'accélération de la crise capitaliste. Dans cette stratégie, les partis de gauche et leurs syndicats - c'est-à-dire les fractions de la bourgeoisie les plus aptes à mystifier les ouvriers et dont c'est même la fonction essentielle au sein de l'appareil politique de la bourgeoisie - se chargent dans l'opposition, de dévoyer, saboter, isoler les unes des autres, étouffer les luttes prolétaires qui se développent en riposte aux attaques capitalistes.

Depuis dix ans, cette tendance à mettre en place cette stratégie n'a fait que se confirmer : on la voit à l'œuvre aux Etats-Unis (où les démocrates font figure d'opposition de gauche face à un Reagan) comme dans les plus solides Etats européens : la RFA qui en constitue la principale puissance économique ou la Grande-Bretagne, qui dispose de la bourgeoisie la plus expérimentée du monde où ce sont des Thatcher et des Kohl qui depuis des années, continuent à tenir les rênes (avec le soutien éventuel de fractions "libérales") d'un gouvernement "musclé" et bravant l'impopularité de leur politique d'austérité tandis que la social-démocratie ou les travaillistes rassemblent les énergies de "gauche" en campant dans leur rôle d'opposition où ils tentent de canaliser et de dévoyer la colère ouvrière.

LES FAIBLESSES HISTORIQUES DE LA BOURGEOISIE FRANCAISE

Par contre, la France, bien qu'occupant le rang de deuxième puissance économique de l'Europe occidentale, s'apparente politiquement davantage à des Etats comme l'Espagne (où la droite se retrouve éclatée après 40 ans de dictature franquiste), la Grèce (marquée par le poids encore lourd du régime des colonels) ou même la Belgique (qui doit subir le particularisme d'une rivalité pour la suprématie nationale entre bourgeoisie flamande et wallonne) où la bourgeoisie éprouve des difficultés à travers un appareil politique plus faible à s'adapter à cette nécessité générale, malgré les efforts qu'elle y déploie.

En France, cette faiblesse n'est pas nouvelle et reste liée à des particularismes nationaux tant socio-économiques qu'historiques. Lors du 3ème Congrès de R.I. (juillet 1978, voir la brochure spéciale que nous avons publiée à cette occasion) nous insis-

tions sur ces caractéristiques particulières qui mènent au développement économique et industriel puissant du pays, d'autres racines qui constituent des facteurs d'archaïsmes et d'importants anachronismes socio-économiques notamment le poids encore très marqué d'une part de la paysannerie, basé surtout sur la petite propriété d'exploitation familiale, d'autre part celui des couches moyennes, ancrées dans le petit commerce. Ces pesanteurs se retrouvent dans l'appareil politique qui n'a jamais pu édifier un grand et solide parti de droite directement lié à la bourgeoisie industrielle semblable au parti conservateur en Grande-Bretagne ou au parti Chrétien Démocrate en RFA. Le fait que l'axe de cet appareil politique ait été constitué pendant des décennies par le parti radical, idole de la petite bourgeoisie provinciale, en dit long sur cette faiblesse, laquelle est en grande partie responsable de la longue paralysie de la bourgeoisie française face au problème de la décolonisation après la seconde guerre mondiale, paralysie qui n'a fait qu'aggraver ses faiblesses structurelles. A cela s'ajoute une longue paralysie politique liée à une décolonisation tardive. En effet, si le coup d'Etat de De Gaulle du 13 mai 1958 et le phénomène du gaullisme ont permis de mener à bien la liquidation de la guerre d'Algérie, ils ont eu pour contrepartie une forme particulière de capitalisme d'Etat s'imposant à travers une rigidité - toute militaire - des institutions et une centralisation excessive du pouvoir.

La fragilité et les limites de cet appareil allaient se révéler brutalement en mai 68 lors de la réémergence des luttes ouvrières qui ouvraient au niveau international une période nouvelle vers des affrontements de classes généralisés (voir article p. 4). Une fois "l'homme providentiel" disparu, la structure liée à l'existence d'un parti composé d'ex-"godillots" et de "barons du gaullisme" sans racines profondes, allait marquer durablement la droite française.

Mais la vie politique de la bourgeoisie en France était handicapée en même temps par une autre faiblesse jusqu'à la fin des années 70 : le poids électoral du PCF, déjà important dans l'immédiat après-guerre et encore renforcé ensuite aux dépens d'un PS discrédité par son rôle peu glorieux dans la guerre d'Algérie. Or, si le PCF avait, à travers le Front populaire, la guerre et la reconstruction d'après-guerre, largement fait ses preuves au gouvernement comme dans l'opposition en tant que parti serviteur du capital national et en tant que force d'encadrement de la classe ouvrière, il présente deux inconvénients majeurs qui font obstacle à la possibilité que l'ensemble de la bourgeoisie lui

laisse jouer un rôle trop grand dans la vie politique de la bourgeoisie. D'une part, c'est essentiellement dans des pays moins développés que les PC peuvent prendre une place importante dans l'Etat dans la mesure où ils représentent la fraction la plus décidée et résolue de mesures capitalistes d'Etat radicales mais leur tendance de partis totalitaires à prôner une étatisation vigoureuse ou intégrale s'adapte mal aux formes plus souples de capitalisme d'Etat et à la gestion "démocratique" requises pour un pays économiquement développé. D'autre part - et c'est là un facteur encore plus décisif - alors que la France constitue une pièce maîtresse et indispensable dans le bloc occidental, les affinités qu'entretient le PCF avec le bloc de l'Est adverse, le rendent trop peu sûr pour l'ensemble de la bourgeoisie dans ses alliances en politique internationale.

LE FAUX-PAS DE MAI 81

Cependant, la bourgeoisie française entreprenait, au cœur des années 70, de surmonter ces deux faiblesses principales :

- à droite, sous la présidence de Pompidou puis surtout celle de Giscard, le gouvernement traduit une volonté d'ouverture de plus en plus réaffirmée, vers la liquidation de l'héritage du gaullisme et vers un transfert de pouvoir en direction d'une bourgeoisie industrielle plus classique ;

- à gauche, la remontée et le renouveau d'un PS exsangue et divisé s'amorcent sous la houlette de Mitterrand. Le rééquilibrage du PS par rapport au PC passe par la signature avec celui-ci d'un pacte de Programme Commun et par son ancrage dans une stratégie électorale "d'union de la gauche".

On voit ensuite le PCF, alerté par son antenne cégétiste, évoluer et se retrouver rapidement au diapason des besoins de la bourgeoisie, face à la colère grandissante des ouvriers et à l'accumulation des risques d'explosion sociale. Evitant d'être coincé "à chaud" par la lutte de classe qui devait déboucher notamment sur l'éclatement de la lutte des sidérurgistes à Longwy-Denain en 1979, le PCF comprend plus tôt qu'ailleurs le besoin d'une gauche dans l'opposition et donne même le ton en Europe à la pratique de cette stratégie à travers sa rupture avec le Programme Commun des 1977.

Et c'est le faux-pas de mai 1981 - immédiatement lié à la mésentente entre Giscard et Chirac produit d'un long et progressif enlèvement, d'un embourgeoisement dans de mesquines querelles de boutiques, de rivalités et d'ambitions personnelles, mais aussi directement hérité des anachronismes déjà évoqués - qui fait apparaître la profondeur des problèmes au sein de la droite.

(SUITE PAGE 6)

PCF OU FN PLUS CHAUVIN QUE MOI TU MEURS !

■ Dans la vaste campagne autour de l'épouvantail Le Pen que la bourgeoisie a lancée après le premier tour des élections présidentielles, le PCF s'est donné une place de choix. Il a hurlé aussi fort, si non plus, que tous à la montée du fascisme et clamé qu'il restait, lui, la seule "force de gauche" prêt à s'opposer réellement au prétendu raz-de-marée nazif qui déferlait sur notre belle France. Pendant ce temps, il est une idée à la mode, partagée par toutes les fractions de la bourgeoisie, qui consiste à mettre en regard les résultats électoraux du PC et du Front National, pour tenter d'en déduire un "profond changement idéologique" au sein de la société...

Sur le fond, où est-elle cette "différence idéologique" entre l'un et l'autre ? Qui, sinon le PCF, a inoculé systématiquement depuis les années 30, et des décennies durant, le poison du nationalisme dans les rangs de la classe ouvrière ? Qui, bien avant Le Pen, s'est fait le champion des cocoricos gaulois et du culte de l'héroïne de la patrie, Jeanne d'Arc ? Qui, bien au-delà de ce simple folklore, n'a eu d'autres discours que le "produisons français" au nom duquel il s'est efforcé d'enchaîner les prolétaires aux intérêts du capital national ? Quant au nouveau look que veut se donner le PC, hurlant avec les "potes" au nom de l'anti-racisme, il ne manque pas d'air ! Si Le Pen est certainement le champion du discours le plus répugnant contre les travailleurs immigrés, il n'arrive pas à la cheville du PCF qui n'a pas hésité à ajouter le geste à la parole, en envoyant ses troupes évacuer un foyer de travailleurs immigrés à coups de bulldozer à Vitry en 1981. La racaille du PCF n'a rien à envier à un Le Pen, ou à toute autre fraction de la bourgeoisie.

Rappelons nous le 14 juillet 1935 où pour la première fois le PCF a fait manifester les ouvriers derrière les plis du drapeau tricolore honni depuis la guerre de 1914 et leur a fait entonner la Marseillaise, l'hymne de leurs exploitateurs, des bourreaux de la Commune de Paris, Duclos se permettant de dire dans son discours qu'"en saluant le drapeau tricolore les ouvriers saluent le passé révolutionnaire de la France". Crapule !

Rappelons nous les hauts faits d'armes du PCF dans l'embrigadement de la classe ouvrière dans la défense de la patrie au cours de la seconde guerre mondiale. Rappelons nous les cris de haine nationaliste de "l'Humanité" titrant à la Libération : "Plus forts les coups sur le boche chancelant !", et "A chacun son boche" !

Oui, le PCF et le FN sont deux partis de la bourgeoisie, des défenseurs du capital national même s'ils jouent des fonctions différentes au sein de la société.

R.P.

SOUTIEN DE L.O. AU PCF LE TROTSKISME AU SECOURS DE LA RACAILLE STALINNIENNE

■ Les ouvriers sont démoralisés, affaiblis. Tel est le diagnostic qu'adressait "Lutte Ouvrière" aux travailleurs dans un tract publié au lendemain du 1er tour des élections : "L'augmentation du score de Le Pen a de quoi inquiéter tous les travailleurs car elle reflète un recul du poids politique de la classe ouvrière et des travailleurs en général".

Et en quoi consiste ce "recul de la classe ouvrière" selon LO ? "... dans son refus de s'exprimer avec ses propres exigences, ses propres revendications, sur le terrain politique, sans en passer par tous ces politiciens bourgeois qui veulent les voix ouvrières, mais s'empressent de se désolidariser des travailleurs dès qu'ils sont au gouvernement" (LO du 30.4.88).

Ce discours d'enterrement de la classe ouvrière que tient LO s'inscrit bel et bien dans tout le battement déployé depuis quelques temps par toutes les forces de la bourgeoisie : les uns et les autres veulent à tout prix nous faire avaler que la classe ouvrière est en crise.

Derrière ce discours que reprend à son compte LO, il y a finalement le regret profond de constater la "perte de confiance des travailleurs dans les idées de la gauche" (idem). En d'autres termes, la chute du PC et de la CGT notamment est synonyme de recul de la classe ouvrière. LO est inquiète, comme le sont toutes les forces de la bourgeoisie, de voir se multiplier des conflits au cours desquels les ouvriers tendent à se dégager de la tutelle des syndicats, à s'affirmer sur leur propre terrain. Inquiète de voir les ouvriers se dégager de plus en plus de l'emprise d'un PCF qui s'est illustré durant trois ans dans les pires mesures anti-ouvrières.

S'il y a danger, ce n'est pas, contrairement à ce que dit LO, dans les rangs ouvriers qu'il existe, mais dans le camp de la bourgeoisie qui voit

s'affaiblir l'une de ses armes traditionnelles d'encadrement, de division des travailleurs.

Et LO déploie un effort considérable pour aider le PC et tenter de l'innocenter aux yeux des travailleurs :

- comme à la fête de LO où elle lui reproche, pleine de sollicitude, de s'être mouillé au gouvernement. Car ce que souhaiterait LO, c'est avant tout un PC solide "radical" dans l'opposition : "s'il avait eu une politique plus proche de la nôtre, il n'en serait pas là", autrement dit, il serait encore crédible aux yeux des ouvriers.

- comme dans son "adresse aux travailleurs" où il invite le PC à venir converser avec lui : "Malgré nos divergences avec les positions du Parti Communiste, moi-même -dit Laquiller dans son tract du 26 avril- et tous les militants de Lutte Ouvrière sommes prêts à discuter, à tous les niveaux avec le Parti communiste du problème et des moyens de la défense des intérêts des travailleurs dans la situation actuelle" ;

- et jusqu'à aller proposer par lettre à la direction du PC, une alliance électorale pour les législatives. Faut-il que l'heure soit grave pour que LO, pour la première fois de son histoire tende ainsi la main à son grand frère du PC.

N'allons surtout pas penser que LO serait malencontreusement dans l'erreur à propos de la nature du PC. C'est bien une politique délibérée qu'elle développe, non seulement dans ses discours, ses interventions, mais également sur le terrain des luttes où elle cherche par tous les moyens à obscurcir la prise de conscience de plus en plus nette des ouvriers sur la nature réelle du PC et des syndicats. LO ne fait aujourd'hui que révéler au grand jour à la défense de quel camp elle voue tous ses efforts : celui de la bourgeoisie contre les ouvriers.

MO

SNECMA :

EN SABOTANT L'ELARGISSEMENT DE LA LUTTE L.O. EST LE PRINCIPAL ARTISAN DE LA DEFAITE

■ Après 10 semaines de grève, les ouvriers de la SNECMA ont repris le travail, battus. Ils luttèrent pour 1500 f d'augmentation pour tous. La direction leur a cyniquement octroyé une prime de 1000 f, mais ils ont perdu deux mois de salaire et surtout sont rentrés démoralisés.

La grève débute le 15 mars à l'usine de Gennevilliers, en dehors des syndicats, consécutivement à la suppression d'une prime dans les ateliers de fonderie. Dans les 2 jours suivants, elle s'étend à la grande majorité des 1500 ouvriers.

A ce moment là, malgré un contexte général peu favorable marqué par la campagne des présidentielles, existent des possibilités pour une extension réelle du mouvement au delà du secteur et son unification à d'autres luttes en région parisienne, notamment avec la grève à Chausson.

En effet, les ouvriers de Chausson avaient déjà, 3 semaines auparavant, au début de leur grève, tenté de trouver la solidarité active de ceux de la SNECMA. Ils s'étaient heurtés alors au barrage des syndicats qui, dans le même temps, à l'intérieur de l'usine SNECMA, se partageant le travail, CFTD d'un côté, CGT de l'autre, pour diviser les ouvriers sur des propositions d'action différentes, faisaient tout pour contenir le développement du mécontentement et surtout différer l'éclosion de la grève tant que les ouvriers de Chausson n'avaient pas repris le travail.

Lorsqu'éclate la lutte à la SNECMA Gennevilliers, des assemblées générales rassemblent quotidiennement les grévistes et même des non-grévistes attirés par le mouvement. Chez les ouvriers le sentiment dominant est qu'il ne faut pas rester isolés, qu'il faut étendre rapidement la lutte. Immédiatement, la CFTD reprend à son compte cette volonté d'extension, afin de ne pas se couper du mouvement et pouvoir participer à la saboter, au sein d'un partage du travail avec la CGT, dont le rôle sera de s'opposer ouvertement à l'extension. Mais face à la pression pour l'extension et à des tentatives minoritaires de réaliser celle-ci en se rendant à la rencontre d'autres ouvriers d'usines géographiquement voisines, à ce partage du travail syndical vient s'ajouter le travail du syndicalisme à la base, animé au premier chef par les gauchistes de LO.

Avec la même démarche qu'ils avaient utilisée lors de la grève à la SNCF, mais cette fois avec un langage plus radical encore, se présentant comme les militants de l'extension, accusant ouvertement la CGT du sabotage de celle-ci, les gauchistes parviennent à faire passer dans les assemblées une orientation en apparence pour l'extension, en réalité qui tourne le dos à l'extension géographique, aux usines les plus proches, en fixant des préalables à celle-ci : "...étendre d'abord aux autres secteurs de l'usine, mais aussi à d'autres travailleurs en commençant par ceux des autres usines du groupe : SNECMA-Villaroche, Corbeil, Hispano." (LO du 19 mars 88). Orientation, qui en réalité a pour objectif, en s'appuyant sur des sentiments corporatistes encore tenaces chez la majorité des ouvriers, d'enfermer la lutte dans la branche (en l'occurrence le groupe SNECMA).

En effet, l'extension de la grève, manipulée par les syndicats, se réalise dans l'entreprise rapidement au bout d'une semaine par l'entrée en lutte des ouvriers à Villaroche et à Corbeil. La grève n'ira pas au delà. Et surtout elle ne s'étendra jamais à d'autres secteurs. Elle est stérilisée, et très rapidement la mobilisation ouvrière va s'en ressentir : seule une forte minorité va rester mobilisée.

A partir de ce moment-là, syndicats, gauchistes et ensuite la "coordination inter-SNECMA" dirigée par eux, vont se liquer pour orchestrer des parodies d'extension :

- dans un premier temps dans la corporation, pour ne pas jouer avec le feu parce que la combativité ouvrière reste malgré tout encore vivace. C'est ainsi qu'ils ont balladé en grand nombre les ouvriers d'usine en usine, d'abord vers celles du même groupe (Sochata, Hispano,...), pour "populariser" le mouvement et où celui-ci a rencontré certes de la sympathie parmi les ouvriers, mais le plus souvent passive;

- dans un deuxième temps, vers des usines de la même branche, comme à Dassault et aux ateliers de réparation d'Air France à Orly. Dans ce dernier cas en particulier, ils organisent une mascarade de solidarité, avec manifestation à l'intérieur de l'aéroport, la "fête" étant filmée par des caméras vidéo, mais avec pour toute proposition pratique

celle pour les ouvriers d'Air-France de se mettre en grève sur la même revendication des 1500 f... chacun dans son coin. A aucun moment, il ne fut proposé de développer une lutte commune, de sortir ensemble de l'entreprise pour aller entraîner d'autres secteurs dans la lutte.

Après plus d'un mois de grève pendant lequel les ouvriers ont été balladés, épuisés dans des actions stériles, les syndicats et les gauchistes de LO ont les mains libres pour exploiter la situation et se permettent de proposer l'extension au-delà du secteur. Le 20 avril, ils les emmènent une première fois à Citroën-Aulnay pour trouver les portes de l'usine fermées. Quand le 2 mai ils parviennent à "ouvrir la boîte", c'est pour trouver face à eux un cordon syndical et un cordon de la maîtrise (prévenus de l'expédition deux jours avant par la coordination).

A ce moment là le mouvement est moribond et la coordination va jusqu'à organiser le 10 mai une manifestation-enterriment avec des délégations ridicules d'autres entreprises.

Les syndicats et les gauchistes ont réussi leur sale boulot : les ouvriers de la SNECMA ont mordu la poussière. Ils les ont sûrement dégoutés pour un temps de l'extension qu'ils ont dénaturée à leurs yeux et à ceux de toute la classe ouvrière.

Ce qui doit ressortir de cette expérience, de cette défaite pour tous les ouvriers, ce n'est sûrement pas que l'extension est toujours vouée à l'échec. Elle reste plus que jamais la nécessité vitale pour toute lutte.

Elle doit être la priorité constante et immédiate et se faire en direction des entreprises les plus proches géographiquement, quelles qu'elles soient.

Pour pouvoir l'assumer dans les meilleures conditions, les ouvriers n'ont pas d'autre choix que de la prendre eux-mêmes en mains, à travers leurs assemblées générales et leurs comités de grève élus et révocables à tout instant. Ce n'est qu'ainsi qu'ils pourront déjouer les pièges que leur tendent et leur tendront pour longtemps encore les syndicats et les gauchistes.

JE/M.

INTERVENTION DU CCI LORS DE LA LUTTE A MICHELIN

Le 13 avril, l'annonce par la direction de Michelin (entreprise où le poids du corporatisme, hérité d'une exploitation paternaliste des ouvriers est particulièrement fort) d'une augmentation horaire de 20 centimes, soit 34 f par mois, déclenche la colère des ouvriers. En quelques jours, les ouvriers se débarrassent des formes étiquées et dispersées de délégations d'ateliers dans lesquelles depuis des décennies tous les syndicats -et notamment la CGT- les enfermait, et tentent au contraire d'organiser une riposte générale et surtout de s'extraire de l'usine et de gagner la rue. Cette réaction est tout à fait significative de la tendance et de la volonté qui marquent toutes les luttes ouvrières récentes en France (Chausson, SNECMA...) de

lutter tous ensemble et d'étendre leur combat vers d'autres ouvriers, d'autres entreprises, d'autres secteurs, et cela, en pleine période électorale. Cela était d'autant plus réalisable que d'autres ouvriers se trouvaient en lutte au même moment, dans la même région.

Toute aussi significative est la réaction de la bourgeoisie à travers l'action que les syndicats ont mené pour saboter cette tendance vers l'extension et l'unification de la lutte, pour l'étouffer dans le corporatisme.

Nous publions ci-dessous notre second tract d'intervention au cours de cette lutte, que nous avons diffusé à Clermont-Ferrand et dans toute la région.

LA PRISE EN MAIN ET L'UNIFICATION DES LUTTES, C'EST LA SEULE VOIE VERS LA VICTOIRE

Ouvriers, l'heure est à la lutte !

Après les mineurs de Lorraine, les marins de la Manche, les ouvriers de Chausson et de la SNECMA dans la région parisienne, les cheminots à Paris, Toulouse et Marseille... les travailleurs de Michelin ont engagé le combat. Ceux de Clermont-Ferrand évidemment, mais aussi ceux de Tours, Bourges, Orléans, Epinal, Le Puy.

A Clermont-Ferrand, il n'y a pas qu'à Michelin. Le 2 mai des mouvements ont éclaté à EDF et aux PTT où les travailleurs du centre de facturation entrent en grève illimitée contre les suppressions d'emplois et pour les 35 heures. Aujourd'hui, ceux du journal "La Montagne" sont en grève pour les augmentations de salaire.

Ainsi, il est clair que la grève des ouvriers de Michelin n'est pas une bataille isolée. Elle fait partie d'un mouvement de lutte engagé par la classe ouvrière dans de nombreux secteurs, de nombreuses régions, de nombreux pays.

LE CAPITALISME EN CRISE ATTAQUE TOUTE LA CLASSE OUVRIERE...

Si partout les luttes se développent, c'est que partout la classe ouvrière est attaquée par un capitalisme qui s'enfonce dans la crise mondiale, sans autre perspective que la barbarie généralisée, que le déferlement des conflits guerriers comme aujourd'hui dans le Golfe Persique, avec au bout, si les ouvriers lui laissaient les mains libres, une troisième guerre mondiale.

Depuis des années, toutes les forces capitalistes, de droite comme de gauche, ont prétendu que nos sacrifices permettraient de faire reculer la crise. Avec la gauche comme avec la droite nous avons subi toujours plus de chômage, de licenciements,

d'attaques en profondeur contre la "protection" sociale, des cadences de travail toujours plus épuisantes, des conditions de vie toujours plus dures. Et la crise est toujours là, la bourgeoisie exige toujours plus de sacrifices.

Et les élections n'y changeront rien : Chirac ou Mitterrand, ce sera la même chose. Ils ne s'en cachent même pas.

... SEULE L'UNIFICATION DES LUTTES FERA RECULER LES ATTAQUES CAPITALISTES.

La lutte, seule, peut contraindre la bourgeoisie à réfréner ses attaques. De plus en plus, les ouvriers comprennent qu'il faut engager le combat.

Mais face à l'attaque générale de toute la bourgeoisie et de son Etat, les luttes ne peuvent être efficaces que si elles s'unissent en un front le plus large et massif.

Face à une bourgeoisie dont les disputes n'empêchent jamais son unité contre les ouvriers, et qui au contraire utilise ces disputes pour tenter de détourner les ouvriers de leur terrain de classe vers des impasses comme la fausse alternative fascisme-anti fascisme ; la dispersion des luttes, leur isolement dans l'usine, l'entreprise, le secteur, la catégorie, ne peut amener que la défaite des ouvriers.

Pour faire reculer la bourgeoisie, il ne suffit pas de "tenir longtemps" dans son coin comme le proposent les syndicats. Dès qu'une lutte est engagée, la seule voie de sa victoire c'est de rompre l'isolement, de l'étendre, d'entraîner les autres ouvriers dans un combat commun et unifié.

LE SABOTAGE SYNDICAL

Les syndicats se présentent comme des organes pour la lutte, pour la victoire de celle-ci.

Qu'ont ils fait dans la lutte des ouvriers de Michelin ? Alors qu'il était nécessaire d'étendre le combat, d'envoyer des délégations massives vers les autres secteurs dans la ville et dans la région :

- vers le secteur public (EDF, PTT, etc...)
- vers les économats du Centre en grève il y a quelques semaines,
- vers Bergougnan en lutte l'an passé,
- vers la Banque de France où les travailleurs ont montré leur colère et leur combativité il y a peu de mois.

Les syndicats n'ont cessé d'encourager des actions et des mots d'ordres qui ne pouvaient conduire qu'à l'enfermement dans l'usine ou l'entreprise, qu'à l'épuisement de la combativité :

- grèves perlées : les ouvriers ont raison de vouloir perdre le moins possible sur leur salaire mais avec cette méthode, ils s'isolent dans l'usine, et même dans chaque atelier, et à la longue le trou dans la feuille de paye est considérable ;
- blocage des portes le 28 avril : plus que l'usine elle-même, c'est le mouvement qui se retrouve fermé, plus que la production capitaliste, c'est l'élargissement de la lutte qui est paralysé.
- actions symboliques : comme le blocage d'un quart d'heure de la gare de Clermont-Ferrand le 25 avril où les syndicats prennent soin de ne pas appeler les cheminots et les postiers qui y travaillent, à rejoindre le combat ;
- l'argument "Michelin peut payer" : ce qui veut dire que les ouvriers des secteurs en difficulté n'auraient aucune raison d'entrer dans la lutte, qu'ils doivent accepter sans réagir les licenciements et toutes les autres attaques.

LA PRISE EN MAIN DES LUTTES POUR LEUR UNIFICATION : VOILA LE CHEMIN DE LA VICTOIRE

Les organisations syndicales ne sont pas des organes de la lutte ouvrière, pour sa victoire. Bien au contraire ! C'est ce qu'avaient déjà montré nos camarades de la SNCF l'année dernière en engageant et organisant la lutte en dehors et même contre la volonté des syndicats, en prenant leur combat entre leurs mains par des assemblées générales souveraines, en constituant des comités de grève élus et révocables par les assemblées.

Ouvriers, dans les prochains combats que nous devons mener contre les attaques capitalistes, toujours plus violentes et massives, il n'y aura de victoire possible qu'en prenant en main et en unifiant nos luttes :

- c'est la seule voie pour déjouer les manœuvres syndicales,
- c'est la seule voie pour affronter le front uni de la bourgeoisie et de son Etat,
- c'est la voie du renforcement de notre classe seule capable d'empêcher le capitalisme de déclencher une 3ème guerre mondiale, seule capable de renverser ce système barbare.

Courant Communiste International

Vingt ans après mai 68, la bourgeoisie fait tout pour exorciser la frayeur qu'elle a éprouvée alors. Ainsi à longueur de reportages, d'articles, d'études de toutes sortes est distillé le même mensonge, la même camelote frelatée : mai 68 n'aurait été qu'un gigantesque feu de paille de la jeunesse estudiantine où se consumeront une brassée d'utopies, et au premier chef, celle de la révolution prolétarienne. La preuve que 68 n'était qu'un feu de paille serait donnée aujourd'hui par la prétendue "crise de la classe ouvrière" en France (cf. p 2). A travers ces mensonges, la bourgeoisie ne fait pas que prendre ses désirs pour la réalité, mais vise à saper, à retarder la prise de confiance en sa force que le prolétariat ne cesse de développer à travers et grâce à ses luttes. Le but de cet article est d'affirmer, contre tous ces mensonges, que non seulement mai 68 ne fut pas sans lendemain (cf RI 168), mais en quoi, et ce à l'échelle mondiale, les vingt années qui nous séparent de 68 furent, au-delà des avancées et des reculs inévitables de la lutte de classe, des années fertiles, fécondes, pour le développement de ce qui n'était que tout juste entrevu, posé en 68, à savoir les conditions de la révolution prolétarienne.

■ Alors que le retour de la crise aiguë du capitalisme, à la fin des années 60, mettait à l'ordre du jour pour la bourgeoisie la perspective d'une nouvelle guerre mondiale, comme ce fut le cas dans les années 30, mai 68 et toute la vague de luttes ouvrières internationales qui l'a suivie faisaient la preuve que la bourgeoisie n'avait pas les mains libres pour pouvoir déchaîner une telle perspective. Contrairement aux années 30, où les luttes ouvrières qui ont surgi en réponse aux attaques économiques se situaient dans le cadre d'une adhésion croissante du prolétariat aux idéaux bourgeois et de son embrigadement progressif derrière les drapeaux de ses propres exploiters, le développement des combats de classe de ces 20 dernières années montre que c'est vers une toute autre perspective que se dirige la société. Et c'est là que réside toute l'ampleur historique de cette reprise internationale des combats ouvriers. En ouvrant un cours non pas vers la guerre mondiale comme dans les années 30 mais vers des affrontements de classe généralisés, cette reprise, pour la première fois depuis la première vague révolutionnaire de 1917-23, est venue poser de nouveau l'alternative : guerre impérialiste mondiale ou révolution prolétarienne, socialisme ou barbarie généralisée.

1968-1974 : L'EXPERIENCE DE LA LUTTE

Comme nous l'avons rappelé dans le précédent n° de RI, mai 68 exprime fondamentalement la rupture du prolétariat mondial d'avec cinquante années de contre-révolution. De ce fait, cette grève massive en France -la plus grande de l'histoire- ne pouvait être sans lendemain mais au contraire ouvrir la voie au seul avenir possible pour l'humanité : la perspective historique de la révolution prolétarienne. Partout où presque le prolétariat retrouvait le chemin des combats de classe. En Italie, à travers "l'automne chaud" de 69, les ouvriers vont violemment contester les syndicats dans les assemblées générales, et pousser plus qu'en France, la tentative de prise en main de la conduite de leurs luttes, même s'ils vont, relativement rapidement, s'en trouver dépossédés par les "conseils d'usines" qui sont l'une des premières apparitions d'ampleur du syndicalisme de base. Aux Pays-Bas et en Belgique, des grèves sauvages importantes vont éclater, et là aussi les ouvriers vont commencer à disputer aux syndicats le contrôle de la lutte. En Grande-Bretagne en 72, en Suède, mais aussi en Argentine où, à Rosario et Córdoba autour des industries automobiles, les ouvriers vont mener des luttes massives. En Pologne en 70, l'image des ouvriers de Gdansk brûlant le siège du Parti, va accélérer l'usure historique du stalinisme aux yeux du prolétariat mondial. Dans ces luttes, en prenant en main la conduite de leur combat les ouvriers vont jeter les premiers et précieux jalons qui conduiront à la magnifique grève de masse de 1980. Quelle qu'en ait été, à l'époque, la conscience des protagonistes, ces luttes se développant en l'espace de quelques années aux quatre coins de la planète, participent d'une même lame de fond, celle d'un prolétariat commençant, partout à briser les chaînes de la contre-révolution. Le retour en pleine lumière de cet antagonisme entre le prolétariat et l'ensemble de la société bourgeoise, entraîne dans sa foulée un début de rupture entre le prolétariat et ses chiens de garde -à l'ouest, la gauche et les syndicats, à l'est, ses bourreaux, les partis stalinien pour le pouvoir. La plupart des grands mouvements qui ont marqué la 1ère vague de luttes de classe de 68 à 74, ont démarré le plus souvent spontanément et ont vu, pour la première fois depuis des décennies, les syndicats se faire parfois vigoureusement et massivement contester. Combien de cartes syndicales ont été déchirées en juin 68 en France, combien à l'automne 69 en Italie ! En fait, cette première grande vague de la lutte de classe a commencé à poser tous les problèmes auxquels est confronté le prolétariat pour pouvoir développer son autonomie de classe, et sa propre perspective historique, et au premier rang d'entre eux l'obstacle de l'encadrement syndical et des partis soi-disant ouvriers. Cependant, entre poser ces problèmes et les résoudre, il y a tout un chemin à parcourir, chemin déterminé par la néces-

saire maturation des conditions historiques de la révolution communiste mondiale. Et c'est justement l'immaturité de toutes les conditions de la révolution au début des années 70 qui a constitué la difficulté majeure des luttes ouvrières de cette période : en particulier, le fait que la crise n'en était encore qu'à ses débuts et que le prolétariat se heurtait à son inexpérience léguée par des décennies de contre-révolution. Dès lors, il était inévitable que ce magnifique élan du prolétariat se brise sur la digue que la bourgeoisie, passée sa première surprise, avait dressée, celle de l'alternative de la gauche au pouvoir, et ce d'autant qu'une situation économique encore relativement peu dégradée, pouvait permettre le maintien de toute une série d'illusions quant à une amélioration possible de la condition ouvrière au sein du capitalisme.



Ainsi, à partir de 74-75, les luttes ouvrières vont connaître un net reflux qui va perdurer jusqu'en 78. L'inexpérience de générations ouvrières qui reprennent le chemin du combat à partir de 68 fait qu'elles se heurtent de plein fouet à la mystification de l'alternative de gauche au pouvoir mise au point un peu partout dans les pays centraux du capitalisme. Le poison du "programme commun" en France ou du "compromis historique" à l'italienne pénétrera d'autant plus facilement les rangs ouvriers que la bourgeoisie va savoir utiliser la relative "nouveau" de la crise économique ressurgissant après vingt ans de reconstruction, pour répandre l'illusion d'une crise passagère (cf le fameux "choc pétrolier"), et marteler le mensonge d'une solution de celle-ci grâce à une "meilleure gestion" du capitalisme. Ces illusions ont immobilisé pour un temps le prolétariat face aux premiers coups sérieux portés par la récession économique de 75-76. Cependant, ce recul ne signifiait en aucune façon un renversement de la perspective historique ouverte par 68. Non seulement des luttes importantes ont lieu durant ces années de repli (Portugal 74, Espagne 75-76, Pologne 76) mais, plus encore, la classe ouvrière a approfondi et renforcé sa conscience.

Ainsi, la méfiance vis-à-vis de la gauche et des syndicats, un moment émoussée par le mythe de l'alternative de gauche au pouvoir, va se renforcer face au fait que c'est désormais la gauche qui au gouvernement, porte les coups comme ce fut le cas notamment en GB avec l'arrivée des travaillistes au gouvernement au milieu des années 70.

1978-1980 : L'APPROFONDISSEMENT DE LA CONFRONTATION A LA GAUCHE ET AUX SYNDICATS

En 78-79, des luttes ouvrières massives explosent dans les secteurs industriels de nombreux pays. Cette deuxième vague de luttes qui va culminer en 80 avec la gigantesque grève de masse des ouvriers de Pologne marque une nette maturation de la conscience ouvrière, de la perte grandissante des illusions sur une prochaine "sortie du tunnel" de la crise. La plupart de ces luttes se cristallisent en effet autour du refus des licenciements qui tombent avec une ampleur sans précédent depuis 68, mais elles montrent surtout, pour les plus significatives d'entre elles, un réel début de méfiance vis-à-vis des tactiques syndicales et un abandon marqué des "espoirs" mis dans l'alternative de la gauche au pouvoir ou dans l'attente résignée, comme en France, de cette venue de la gauche à la tête de l'Etat.

C'est ainsi que, dès l'annonce de plans de licenciements début 79, les sidérurgistes en France, à Longwy et Denain, font éclater leur colère, s'affrontent durement à plusieurs reprises aux CRS, et, prenant conscience que c'est sous la férule de l'Etat que tous ces licenciements déferlent, décident spontanément, au départ, d'organiser une marche sur Paris et de tenter de se joindre aux ouvriers en lutte dans la capitale. Cependant, cette volonté d'élargir la lutte se heurte à une manœuvre syndicale consistant à retarder la date de cette marche (qui n'aura lieu que le 23 mars) pour empêcher toute rencontre des sidérurgistes avec les ouvriers à Paris. C'est ainsi également que, fin 79, les sidérurgistes en Grande-Bretagne, touchés par des licenciements massifs prennent l'initiative, à plusieurs reprises, d'entraîner d'autres secteurs dans la lutte en constituant des "piquets de grève volants" et qu'ils vont se heurter eux-mêmes au sabotage syndical et notamment aux manœuvres du syndicalisme de base dans les comités de "shop-stewards".

Toutes les luttes de cette 2ème vague se sont ainsi heurtées à une nouvelle stratégie que met en place la bourgeoisie dès la fin des années 70, celle de la gauche dans l'opposition, stratégie marquée notamment par le retour de la droite au gouvernement en Grande-Bretagne. Alors que cette vague de luttes, dans les pays centraux du capitalisme commence à

s'essouffler en se heurtant à la gauche dans l'opposition, éclate à l'Est l'un des mouvements les plus importants de ces 20 dernières années : la formidable grève de masse des ouvriers en Pologne en juillet-août 80. Jamais, depuis les années 20, la classe ouvrière n'avait imposé un tel rapport de force à la bourgeoisie. Ces luttes en Pologne sont une illustration concrète de la capacité du prolétariat à s'unifier, à se battre sans distinction de catégorie ou de secteur. Elles ont mis clairement en lumière sa capacité à prendre elle-même en charge sa lutte en s'organisant dans des assemblées massives et des comités de délégués (MKS) et à développer sa confiance en sa propre force au cours même de la lutte. Malheureusement, du fait de son isolement international, cette grève de masse échouera devant la coalition de toutes les forces bourgeoises, à l'Est comme à l'Ouest, qui s'appuieront sur les illusions persistantes des ouvriers à l'Est sur le nationalisme, et la "démocratie bourgeoise" à l'occidentale". Le surgissement, dès août 80, d'un syndicat tout neuf, Solidarnosc, comme "force d'opposition démocratique" au régime stalinien sera le cheval de Troie de la bourgeoisie et une illustration éclatante de l'efficacité de la stratégie de gauche dans l'opposition. C'est contre cette stratégie déployée à l'échelle internationale que se brisera assez rapidement cette deuxième vague de luttes.

La nouvelle période de reflux des luttes ouvrières qui s'ensuit, de 80 à 83, n'est en aucune façon le signe d'une démolition profonde, d'un embrigadement de la classe ouvrière derrière les forces d'encadrement bourgeoises même si cette période exprimait momentanément un réel désarroi du prolétariat mondial. Bien au contraire, cette période de relatif calme social, plus courte que la précédente, va voir se renforcer la méfiance envers les syndicats. C'est en ce début des années 80 que va s'accroître la baisse irréversible du taux de désyndicalisation et une désertion de plus en plus chronique des "journées d'actions" syndicales sans lendemain, des manifestations-entrevues rituelles, des grèves de quelques heures, etc...

1983-19... ?

VERS L'UNIFICATION DES LUTTES OUVRIERES

La reprise des combats de classe qui commence à l'automne 83 en Belgique est la véritable synthèse des 15 années précédentes, à travers lesquelles le prolétariat a accumulé une expérience irremplaçable. Cette nouvelle vague de luttes tire sa force de l'usure de tous les obstacles sur lesquels avaient buté les deux vagues précédentes, et c'est cela qui lui confère toute sa puissance, toute sa portée.

Démarrant à partir d'une longue période d'austérité et de montée du chômage dans les pays centraux du capitalisme, ce nouvel élan du combat prolétarien tire sa source de ce qui avait permis le recul consécutif à la défaite du prolétariat mondial en Pologne. Il montre que la récession mondiale de 80-82 est venue définitivement balayer les restes d'illusions qui avaient marqué les années 70 sur une possible issue à la crise. Il met un terme au désarroi momentané provoqué tant par le passage de la gauche dans l'opposition que par la défaite en Pologne. La vigueur de cette nouvelle reprise des luttes ouvrières va ainsi se traduire non seulement par une tendance à la simultanéité croissante des luttes ouvrières à l'échelle internationale (particulièrement frappante en Europe occidentale entre 83 et 85) mais surtout par le surgissement de luttes de grande ampleur, de luttes touchant des secteurs entiers ou plusieurs secteurs simultanément dans un même pays face aux premières attaques massives et frontales contre l'ensemble des conditions de vie de toute la classe ouvrière (démantèlement de la couverture sociale dans tous les pays, explosion du chômage, baisse du salaire nominal et des prestations sociales...).

(SUITE PAGE 7)

LISEZ

"MAI 68 ET LA QUESTION DE LA REVOLUTION"

Nous saluons la parution du livre "Mai 68 et la question de la révolution", signé P. Hempel.

Alors que vingt ans après mai 68, la bourgeoisie s'apprête à célébrer à sa manière et à dénaturer ces événements en les présentant notamment comme la révolte d'une jeunesse estudiantine rejetant "la société de consommation", ce livre fait clairement ressortir ce qu'a été mai 68 en réalité : la plus grande grève de l'histoire et ce qu'elle représente : la première expression du ressurgissement des luttes prolétariennes qui n'ont cessé de se développer depuis vingt ans à l'échelle internationale.

Riche d'enseignements, ce livre résolument militant fait en particulier le lien -et ce n'est pas son moindre intérêt- entre ce ressurgissement de la classe ouvrière qui marque la fin d'une longue période de contre-révolution et celui de ses organisations révolutionnaires.

Nous en recommandons vivement la lecture à tous nos abonnés et contacts. Le livre est directement disponible sur demande en écrivant à notre boîte postale au prix de 70F (60F + 10F de port)

POLOGNE

LES OUVRIERS REPRENENT LA LUTTE, SOLIDARNOSC ORGANISE LEUR DEFAITE

■ La Pologne vient d'être secouée fin avril-début mai par le mouvement de classe le plus important dans le bloc de l'Est depuis 1980. Il s'agit du premier mouvement d'ampleur du prolétariat de cette région du monde depuis que la classe ouvrière s'est engagée en 1983 dans une troisième vague internationale de luttes contre les conséquences de plus en plus impitoyables de la crise capitaliste. Ce faisant, ces événements ont montré, que malgré la terrible défaite imposée aux ouvriers de Pologne en 81, la classe ouvrière est capable de redresser la tête et que les coups de boutoir de la crise, loin de réduire les prolétaires au silence et à la résignation, sont partout en train de les pousser à engager le combat sur leur propre terrain de classe et de manière de plus en plus déterminée contre la logique capitaliste. Ils ont rappelé qu'à l'Est comme à l'Ouest c'est la même confrontation entre les classes qui est à l'ordre du jour et qu'elle seule constitue une alternative aux révoltes situées sur le terrain anti-ouvrier du nationalisme, telles que celles qui ont tant fait parlé d'elles en Arménie dernièrement.

LE PROLETARIAT REPART AU COMBAT

Depuis la cruelle défaite du formidable mouvement de masse d'août 80, les conditions d'existence imposées aux prolétaires polonais n'ont cessé de s'aggraver. Mais ces derniers mois, ce sont des attaques d'une violence inouïe qui se sont abattues sur la classe ouvrière. En février dernier, le gouvernement annonçait des augmentations de prix d'une effroyable brutalité, allant de 40% sur la plupart des denrées alimentaires à 50% sur les loyers, les transports, les tarifs postaux et 100% sur le gazole. A celles-ci se sont ajoutées le 1er avril rien moins qu'une augmentation de 200% sur le charbon, de 100% sur le gaz et l'électricité, d'autant sur les crèches et autres services sociaux. Si en février, la bourgeoisie polonaise est parvenue à faire passer le premier train de mesures en évitant une réaction d'ampleur de la classe ouvrière (voir RI 166), en avril c'est massivement que la colère accumulée au sein de la classe ouvrière va éclater.

La vague de grève démarre le 25 avril avec l'entrée en lutte de l'ensemble des ouvriers des transports de la ville de Bydgoszcz qui réclament des augmentations de salaires. 12 heures après, le gouvernement cède une augmentation de 63%. L'exemple est donné et de nombreux ouvriers dans toute une série de secteurs vont à leur tour se mobiliser. Dès le lendemain, la mobilisation prend un tour massif avec l'entrée en lutte spontanée de 6.000 ouvriers de la plus importante entreprise du pays, les aciéries de Nowa Huta, qui concentrent à elles seules plus de 35.000 ouvriers. Le 27, 20.000 ouvriers des aciéries ont rejoint la grève. D'entrée, par leurs revendications, ils se placent dans la perspective de l'extension de leur combat, en réclamant non seulement des augmentations de salaires pour eux-mêmes et pour le secteur de la métallurgie, mais une prime uniforme de rattrapage de la hausse des prix pour tous les ouvriers du pays. Dès lors, les yeux de toute la classe ouvrière sont tournés vers Nowa Huta. Tandis que le gouvernement décrète la grève illégale et menace de licenciements les grévistes, des motions de solidarité avec Nowa Huta sont adoptées dans plusieurs grandes usines du pays. Le 29, la grève démarre aux aciéries de Stalowa Wola sur les mêmes revendications qu'à Nowa Huta. Le 2/5 la grève atteint les chantiers Lénine de Gdansk, haut lieu de la grève de masse d'août 80.

SOLIDARNOSC ET JARUZELSKI MAIN DANS LA MAIN POUR BRISER LE MOUVEMENT

Mais déjà, face à la tournure massive que prend la mobilisation ouvrière, et surtout à la menace d'une généralisation de la lutte comme en août 80, le gouvernement, et Solidarnosc - principale force d'encadrement de la classe ouvrière sur le terrain - ont commencé à se partager le travail pour faire obstacle à l'extension et à l'unification des foyers de lutte.

D'une part, du côté du gouvernement, Jaruzelski va s'efforcer de désamorcer la tendance à l'extension des luttes, en cédant partiellement sur les salaires dans certaines entreprises qui commencent à entrer dans la bataille à la suite des ouvriers de Nowa Huta. C'est ainsi que la grève commencée à Stalowa Wola est stoppée nette par la promesse d'une augmentation des salaires. Cette manœuvre de division s'appuie sur le nouveau discours à la mode au sein de la bourgeoisie de l'Est, "perestroïka" oblige, qui consiste à mettre en avant la question de la "rentabilité" de telle entreprise par rapport à telle autre, opérant une distinction dans le discours entre les secteurs autorisés à céder aux revendications ouvrières parce qu'ils sont rentables et ceux où soi-disant toute concession sur les salaires serait catastrophique. Cette manœuvre grossière, langage habituel de la bourgeoisie dans les pays occidentaux, visait surtout à semer le trouble dans ce qui est un acquis pour la classe ouvrière des pays de l'Est : la conscience d'avoir face à elle un seul ennemi, clairement désigné, l'Etat, unique patron, unique organisateur de la misère et de la répression.

Mais si la manœuvre va réussir, c'est surtout parce que la bourgeoisie polonaise dispose aujourd'hui d'une arme de poids qu'elle n'avait pas lors des événements d'août 80, en la personne de Solidarnosc. Tandis que Walesa et consorts multiplient les appels au calme afin d'éviter ou de retarder au maximum l'entrée en lutte d'autres secteurs ouvriers, dans le même temps, la où la grève démarre malgré tout, les représentants de Solidarnosc sur le terrain vont coller au maximum aux préoccupations des ouvriers afin de ne pas se laisser déborder. A Nowa Huta, à Gdansk, on les verra se positionner d'emblée à la tête du mouvement, s'y auto-proclamer "comités de grève", afin de dévoyer de l'intérieur le mouvement sur un faux terrain, et de briser la dynamique d'extension du mouvement.

Ce travail de dévoiement va consister essentiellement à tout faire pour déplacer l'enjeu de la bataille vers la question de "la reconnaissance de Solidarnosc", vers l'exigence du "pluralisme" et des "syndicats libres", en mettant en avant l'idée que généraliser trop les grèves ne ferait qu'empirer les choses et que la "seule solution" était de combattre pour des "réformes politiques". Le déplacement de l'enjeu de la bagarre sur ce terrain pourri va se voir facilité par le coup de main que donnera Jaruzelski à l'opération en arrêtant à plusieurs reprises quelques personnalités connues de Solidarnosc - pour la plupart du temps les relâcher aussitôt -, ce qui permettait tout à la fois de donner du crédit au discours de Solidarnosc et de rehausser son prestige auprès des ouvriers.

C'est fort de ce prestige, des illusions à son égard qui pèsent encore dans une grande partie de la classe ouvrière que Solidarnosc pourra se permettre de jouer les matamores radicaux en appelant dans les principales usines "à la préparation de la grève, pour le cas où Jaruzelski enverrait ses zomos (1) contre les grévistes de Nowa Huta".

Pendant ce temps, ce qui dans la mobilisation des ouvriers au début du mouvement contenait les germes essentiels d'une généralisation et de l'unification des foyers de lutte en un seul front, à savoir la mise en avant par les ouvriers de Nowa Huta de revendications salariales communes à toute la classe, sur le terrain de la défense de ses propres intérêts de classe contre ceux du capital national, va se trouver rapidement mis sous la table par Solidarnosc. Au moment où la grève atteint Gdansk, bastion de Walesa et consorts, cette revendication a complètement disparu. Les exigences sur les salaires, la colère contre la hausse des prix a été réduite à une affaire propre à chaque entreprise, et tous les projecteurs seront désormais braqués sur les chantiers Lénine de Gdansk et sur la question "politique" de la reconnaissance de Solidarnosc, autrement dit de la défense de ce qui constitue partout le premier saboteur de la lutte : le syndicat. Sur ce terrain les ouvriers sont désarmés, sur ce terrain la grève ne pouvait que pourrir dans l'isolement, et des lors la répression pouvait

commencer à se déchaîner ouvertement.

Dans la nuit du 5 au 6 mai, la milice entre en action à Nowa Huta et évacue les ateliers occupés. Les affrontements feront plusieurs dizaines de blessés. De nombreux ouvriers sont arrêtés. Contrairement aux "promesses" de Solidarnosc, ce coup de force ne va nullement donner le signal de la "grève générale". Et pour cause, le syndicat de Walesa avait tout fait auparavant pour en saboter la possibilité.

Dans la semaine qui va suivre, la grève se maintiendra encore quelques jours à Nowa Huta et un peu plus longtemps à Gdansk où les chantiers Lénine sont encerclés comme une forteresse depuis le 6/5 par la milice. Il y aura bien quelques tentatives d'entrer dans la lutte dans d'autres secteurs : les transports en commun à Szczecin, les mines de cuivre de Lubin, la grand usine de tracteurs d'Urgus, mais le mouvement est dans la descente. La grève, isolée, enfermée, encerclée par les zomos, pourrit sur pied à Gdansk, où progressivement les ouvriers reprennent le travail les uns après les autres.

POURQUOI LA LUTTE

NE S'EST-ELLE PAS ETENDUE MASSIVEMENT ?

En août 1980, on a vu un mouvement parvenir en quelques jours non seulement à embraser tout le pays, mais à s'UNIFIER réellement en un seul front, à développer les moyens de cette unité sous la forme des MKS, réels organes de combat sous le contrôle direct des assemblées générales. Un mouvement capable d'imposer son unité par le refus de reprendre le travail tant que TOUTES les revendications n'étaient pas satisfaites, et d'empêcher, tant que le mouvement était fort et uni, le pouvoir de répondre par la répression directe. En 1988, la colère était aussi grande, aussi générale, les raisons de lutter ensemble aussi et même encore plus présentes, face à des attaques qui sont aujourd'hui beaucoup plus brutales que celles qui ont déclenché le mouvement de masse de 1980 et la classe ouvrière a derrière elle l'expérience de 70, 76, 80...

En fait ce qui a changé par rapport à août 80, c'est que la classe ouvrière a aujourd'hui en face d'elle une bourgeoisie qui a tiré au maximum les leçons de 80. En 80, le pouvoir était surpris par le mouvement et surtout ne disposait pas des tampons sociaux mis en place depuis et pendant les événements de 80, et en particulier de Solidarnosc. C'est dans cette brèche dans le front de l'ennemi que le mouvement de 80 s'était engagé avec toute sa force, donnant naissance au plus puissant et au plus magnifique mouvement de masse du prolétariat international depuis la première vague révolutionnaire. Mais cette force, les ouvriers polonais avaient pu la déployer surtout du fait de la faiblesse de l'ennemi. Ils devaient encore se frotter aux manœuvres dont est capable la bourgeoisie quand son ordre est menacé.

Aujourd'hui, face à une bourgeoisie préparée, armée, l'ampleur et la difficulté de la bataille apparaît dans toute sa réalité. En particulier, le mouvement de 88 en Pologne confirme que pèsent plus particulièrement sur la classe ouvrière des pays de l'Est, et d'une manière dramatique, des illusions énormes, dont elle continue de payer très cher le prix dans son combat de résistance contre les attaques du capitalisme : illusions sur le "modèle démocratique occidental", illusions en particulier sur le piège du syndicalisme.

De plus en plus la classe ouvrière de l'autre côté du rideau de fer est et sera amenée, en s'engageant dans la bataille que lui impose ce monde barbare, à faire au prolétariat de tous les pays la démonstration que c'est le même combat qui se mène à l'Est comme à l'Ouest. Mais c'est aux ouvriers des pays dits "libres", qui ont l'expérience de ce que signifie réellement le piège de la démocratie et du syndicalisme, de faire éclater par leur combat, le carcan de ces illusions.

PE

(1) milices anti-émeutes.

REUNIONS PUBLIQUES

SUR LE THEME :

Gauche ou droite au pouvoir, une même politique anti-ouvrière

BORDEAUX :

Réunion publique, le 18 juin à 17h, au café des Arts, 138, cours Victor Hugo. Au comptoir demander la réunion publique de RI (Revue Internationale).

CLERMONT-FERRAND :

Réunion publique le 24 juin à 20h30, ancien lycée Blaise-Pascal, 3, rue Maréchal-Joffre.

LILLE :

Réunion publique le 18 juin à 14h30 à la MNE, 23, rue Gosselet.
Vente de la presse les 1er et 3è dimanches du mois, au marché de Wazemmes, rue des Sarrazins, angle de la rue Racine.

LYON :

Permanence le 15 juin à 18h au café "La Brioche" 6, rue de la Barre 2è-Métro Bellecour.
Vente de la presse au marché de Vaulx-en-Velin, le 19 juin à partir de 11h30.

MARSEILLE :

Réunion publique le 3 juin à 21h au 205 rue Ste-Cécile, 13005.

Permanence le 21 juin de 18h à 19h à "l'Artistic-Bar", 4 cours Joseph-Thierry-13001.

Vente de la presse au marché de la Plaine le 4 juin de 11h à 12h

NANTES :

Réunion publique le 11 juin à 17h au 14, rue du Château, quartier Decré (après la porte cochère, prendre l'escalier à droite dans la cour, porte de gauche, au premier palier).

Permanence le 3 juin à 20h30, à la même adresse.

Vente de la presse au marché de la Petite-Hollande, les 11 juin et 9 juillet de 10h30 à 11h30.

PARIS :

Permanences les 4 et 25 juin au 27 avenue de Choisy, métro Porte de Choisy à 18h.

ROUEN :

Permanence le 18 juin à 14h à la Halle aux Toiles.

TOULOUSE :

Réunion publique le 24 juin à 20h30 au café "Le Colbert", 1, place Roger Arnaud (à côté du Pont-des-Demoiselles).

Permanence le 3 juin à 18h30, même adresse que pour les RP.

Vente de la presse le 12 juin de 11h à 12h30 au marché aux Légumes (place Jeanne-d'Arc) et au marché aux Pucés, (place St-Sernin).

TOURS :

Permanence le 18 juin à 17h au café-hôtel "Le Bordeaux", boulevard Heurteloup.

Vente de la presse les 18 juin et 9 juillet de 10h à 11h au marché de St-Pierre-des-Corps, place de la Mairie.

C'EST LA BOURGEOISIE QUI EST AFFAIBLIE , PAS LA CLASSE OUVRIERE

(SUITE DE LA PAGE 2)

Aussi l'accession malgré elle de la "gauche unie" PC/PS au gouvernement apparaît-elle comme un accident dont la bourgeoisie n'a pas fini de payer les conséquences aujourd'hui.

La politique directement anti-ouvrière qu'a dû jouer toute la gauche au gouvernement a non seulement fortement et irréversiblement altéré l'image de ceux qui se présentaient comme des "partis ouvriers" mais elle a accéléré l'entraînement dans le discrédit des syndicats qui leur sont liés, d'une part en accentuant grandement le phénomène de désyndicalisation à l'œuvre depuis le resurgissement des luttes ouvrières en mai 1968, d'autre part en suscitant très largement dans les rangs ouvriers des réactions de méfiance, de dégoût et de rejet envers les actions menées par les syndicats. La bourgeoisie française face à cela n'a pas cessé de déployer et de multiplier les efforts pour pallier ses faiblesses et pour colmater la brèche créée par la vacance d'une opposition de gauche.

Après le début de la 3ème vague de luttes ouvrières en Europe, amorcée par les luttes de l'automne 83 en Belgique et alors que la colère ouvrière s'était manifestée à nouveau en France dans l'automobile, la sidérurgie, les mines, les chantiers navals et dans le secteur public (notamment aux PTT), le PCF regagnait les rangs de l'opposition durant l'année 1984. Enfin, lors des législatives de 1986, la bourgeoisie parvient à combler le fossé avec le retour de la droite au gouvernement.

Mais les faiblesses qui avaient provoqué l'accident de mai 1981 demeurent pour la bourgeoisie : deux ans après l'avoir récupéré, la droite repère le contrôle gouvernemental après avoir à nouveau durant ces deux années fait étalage de son incohérence, de ses divisions et finalement de son inaptitude à gouverner. C'est de façon significative qu'entre les deux tours des présidentielles, l'équipe Chirac a accumulé quotidiennement bourde sur bourde : depuis la libération après trois ans de détention des otages français qui apparaît à trois jours des élections ouvertement comme une manœuvre électorale mal ficelée jusqu'au sanglant carnage d'Ouvéa le lendemain, suscitant une réprobation générale et confortant l'image "Chirac, otage de Le Pen" tandis qu'elle se ridiculisait franchement avec le rapatriement du "commandant Prieur" ("héroïne" de l'odyssée des services secrets français sous le règne du PS) pour cause de grossesse et avec la "guerre" des chalutiers déclenchée... contre le Canada. Si bien que la "victoire" de Mitterrand et du PS apparaît aux yeux mêmes de la majeure partie de la bourgeoisie comme un moindre mal : elle est accueillie non seulement avec satisfaction à la Bourse de Paris (où les valeurs augmentaient de plus de 2% le 9 mai, alors qu'en 1981, l'élection de Mitterrand avait provoqué une chute des cours de 17%) mais surtout avec soulagement par la bourgeoisie internationale et ses médias, de la Grande-Bretagne et la RFA jusqu'à l'Espagne.

LES CONSEQUENCES AUJOURD'HUI : L'AFFAIBLISSEMENT GENERAL

La situation actuelle en France constitue donc un sérieux paradoxe : le retour au pouvoir du PS représente une faiblesse majeure pour la bourgeoisie et c'est pourtant la seule possibilité qui s'offre à la bourgeoisie car c'est la seule force politique suffisamment solide et cohérente pour diriger le gouvernement. De fait, cela traduit que si la situation de la bourgeoisie apparaît au premier coup d'oeil actuellement moins catastrophique qu'en mai 1981 puisque le PC reste cette fois amarré à une politique d'opposition ferme et résolue, elle est pourtant beaucoup plus grave et profonde aujourd'hui. En effet, si le faux-pas de mai 1981 était essentiellement l'expression d'une faiblesse des fractions de droite de la bourgeoisie, les difficultés qui se manifestent présentement touchent cette fois tout l'appareil politique de classe dominante : elles représentent ainsi un AFFAIBLISSEMENT GENERAL POUR LA BOURGEOISIE.

C'est ainsi que la droite, au lieu d'avoir pu surmonter ses querelles de clocher, a succombé aux mêmes pièges et se trouve confrontée à sa propre décomposition et à un nouvel éclatement non plus en deux mais en trois fractions d'un poids électoral presque équivalent et toutes également incapables d'imposer leur leadership à l'ensemble :

- un RPR encore marqué par le boulet du gaullisme et que Chirac s'est avéré incapable d'adapter et de moderniser pour en faire une équipe gouvernementale crédible ;

- une UDF qui, autour d'un R.Barre, apparaît le plus susceptible de bénéficier dans l'avenir d'un soutien plus large de la bourgeoisie mais aujourd'hui beaucoup trop composité, n'ayant pas trouvé l'appui d'un état-major fiable et également traversée, tiraillée par de multiples rivalités internes ; elle ne constitue aujourd'hui qu'un "centre mou" et hybride ;

- un Front National enfin, artificiellement intronisé comme force politique à part entière en quelques années par la grâce et avec la responsabilité de toutes les autres fractions bourgeoises, de gauche comme de droite - n'est-ce pas le PS qui à travers l'instauration d'élections "à la proportionnelle" en 1986 qui lui a permis de se constituer de façon déterminante comme groupe parlementaire ? - alors qu'il est destiné à rester un épouvantail principalement utilisé pour tenter de recréabiliser le jeu gauche-droite et le terrain électoral.

Ce sont de telles "magouilles" issues d'une stratégie "peau de banane" à la petite semaine d'une bourgeoisie dont les fractions sont occupées à se tirer dans les pattes au détriment de ses intérêts généraux que la droite paie aujourd'hui, droite dont l'affaiblissement aujourd'hui est celui de l'ensemble de la bourgeoisie.

Quant aux partis de gauche, leur situation réelle n'est pas plus brillante :

Si le PS derrière Mitterrand est devenu la principale force politique du pays et le seul garant d'une fragile stabilité gouvernementale, s'il se prépare à disposer d'une majorité parlementaire incontestable, il devra payer à un prix autrement élevé qu'entre 1981 et 1986 son rôle de parti de gouvernement. Alors qu'il va devoir à nouveau assumer pleinement et directement ses responsabilités dans la politique "de rigueur" anti-ouvrière encore plus lourde qui s'impose à lui, il va non seulement se trouver de moins en moins capable de jouer un rôle d'encadrement de la classe ouvrière mais va hypothéquer très gravement son avenir politique.

C'est donc sur le seul PCF que repose la lourde tâche d'encadrement ouvrier, alors même qu'il se retrouve affaibli à tous les niveaux comme jamais il ne l'a été dans son histoire.

Au niveau immédiat, on voit l'effondrement spectaculaire de son poids électoral (son électoralat est passé de près de 25% à 6,5% en 10 ans !) et cette chute n'a pas terminé de faire des ravages. Mais l'effondrement réel et majeur du PC, ce n'est pas sur le terrain électoral qu'il se situe mais il réside dans le discrédit énorme et irréversible au sein de la classe ouvrière qu'il a gagné au gouvernement à travers sa participation active pendant trois ans aux attaques anti-ouvrières ; il réside dans l'usure grandissante de ses manœuvres et de celles qu'exerce parallèlement la CGT pour diviser les ouvriers et pour saboter et dévoyer leurs luttes, sur lesquelles ils parviennent de plus en plus difficilement à exercer et imposer un contrôle direct alors même qu'ils représentent les organes essentiels de l'encadrement du prolétariat.

Ceci signifie un affaiblissement de la gauche, plus marqué en France qu'ailleurs, ce qui ne peut manquer d'avoir des incidences et des répercussions importantes pour les luttes ouvrières à venir. De ce fait, la bourgeoisie va être contrainte de recourir, de façon plus centrale, plus importante - et aussi de façon plus prématurée par rapport à la plupart des Etats occidentaux - à la carte du gauchisme sur le terrain social pour contrer la dynamique présente vers l'unification des luttes ouvrières. Cela implique un développement des pièges du syndicalisme de base qui constituent la base des activités de dévoiement des luttes des organisations gauchistes, les trotskystes en particulier.

L'affaiblissement de la bourgeoisie constitue bien entendu un encouragement pour les ouvriers dans la voie du développement de leurs luttes mais ce n'est pas parce que la bourgeoisie se trouve affaiblie que la classe ouvrière se retrouve renforcée : il ne s'agit nullement d'une condition suffisante pour avoir une classe ouvrière forte. Il n'y a pas d'illusions à se faire : les difficultés que connaît la bourgeoisie ne l'empêcheront pas d'user jusqu'à la corde de tous ses moyens de mystification ; on la voit encore aujourd'hui chercher à répandre le poison de la démoralisation dans la classe ouvrière et à saper sa confiance en elle-même. De même à travers ses propres difficultés, elle cherche à revitaliser le jeu gauche-droite et le terrain électoral. Leurs faiblesses elles-mêmes poussent les fractions de la bourgeoisie à faire front, à se coaliser, à liquer ses forces face au danger représenté par leur ennemi commun : la classe ouvrière en a maintes fois fait l'amère expérience dans l'histoire de ses luttes.

Les seuls moyens dont dispose la classe ouvrière pour être capable de déjouer tous les pièges que continuera de plus belle à lui tendre la bourgeoisie et de retourner à son profit les difficultés de l'ennemi c'est de s'affirmer de manière massive et unie sur son terrain de lutte.

YD

APPEL A LA SOUSCRIPTION

L'AIDE POUR LA DEFENSE DE NOS IDEES PASSE AUSSI PAR DES SOUSCRIPTIONS. NOUS POURSUIVONS L'APPEL LANCE EN MAI 85 POUR LE SOUTIEN A NOTRE PRESSE ET A NOTRE INTERVENTION.

Pour une souscription minimum de 50f (le préciser nettement dans le courrier qui nous est envoyé), nous enverrons 10 anciens numéros de R.I. ou 10 de la Revue Internationale ou les numéros encore disponibles du Bulletin d'Etudes et de Discussions.

SOUSCRIPTIONS :

B.M. : 430f ; AB : 100f ; MC : 100f ; D. (Rouen) : 620f.

Nantes :

(RP du 7.05.88) :

Al : 100f ; GM : 50f ; Dewey : 50f ; Pastor : 20f ; Alain : 30f.

Tours :

(Permanence avril 88) :

Mallers : 28f ; Picpus : 50f ; Stanley : 30f.

Toulouse :

(RP du 27.05.88) :

BR : 100f ; JO : 20f ; JC : 200f ; Ch : 50f ; Ra : 100f.

TOTAL : 2278f

TOTAL GENERAL : 7781f

OUVEA : UN MASSACRE ELECTORAL

■ Depuis plusieurs années la Nouvelle-Calédonie située aux antipodes de la "France métropolitaine" est au cœur de l'actualité, paravent idéal pour la bourgeoisie française qui lui permet de mettre au second plan les questions essentielles de la crise, de l'austérité, du chômage. Le mécontentement social croissant complètement dévoyé sur le terrain nationaliste sert à la classe dominante de rejouer un remake de l'affrontement droite-gauche autour de la question de la décolonisation 30 ans après la guerre d'Algérie.

Les dernières élections présidentielles ont été une confirmation éclatante de cette situation. Qu'est ce qui a été au cœur de la campagne électorale ? Ce n'est pas la question du chômage qui va aller en s'accroissant, ni celle de l'austérité toujours plus pesante qui touche les travailleurs, non ! Les projecteurs de l'actualité et toute l'attention ont été polarisés sur une île perdue du Pacifique : Ouvéa.

La bourgeoisie avait besoin d'un spectacle tragique pour faire oublier les vraies questions, elle avait besoin de sang pour passionner une campagne électorale insipide. La situation en Nouvelle Calédonie en a fourni l'occasion.

A Ouvéa, s'est joué avec les deux tours de la campagne présidentielle un drame en deux actes. L'attaque du poste de gendarmerie de Fayaoué sur l'île d'Ouvéa par un commando de nationalistes du FLNKS, la mort de 4 gendarmes et la prise en otage d'une quinzaine d'autres a été le prétexte du déclenchement de l'hystérie nationaliste, des appels au respect du maintien de l'ordre républicain et à la répression la plus sévère.

Que n'a-t-on pas entendu de la part des "responsables" politiques dont les déclarations stigmatisaient, un brin raciste, la "sauvagerie des canaques", rappelant l'œuvre "civilisatrice" de la France, appelant à "la défense de l'honneur de l'armée française". Belles paroles qui vont être mises en acte entre les deux tours de l'élection présidentielle.

Dans un grand élan "civilisateur", l'Etat français va mobiliser l'élite de ses armées : GIGN, commandos de marine, troupes de choc de la DGSE, etc... pour permettre de laver l'"honneur" du drapeau français. Résultat : 21 cadavres (19 canaques et 2 soldats des forces d'assaut).

Le gouvernement chiracien n'a pas voulu négocier. Les Pons, Pasqua, Girault ont voulu, à la recherche de gains électoraux, après avoir dramatisé les enjeux, montrer qu'ils étaient les défenseurs intransigeants des intérêts de la France et les gardiens solides de son ordre.

Démonstration accomplie. Le massacre d'Ouvéa a montré clairement ce que signifie l'ordre capitaliste. La sauvagerie de l'attaque, pour laquelle il a même été envisagé l'utilisation de napalm et de bombardements aériens, montre le peu de cas de la vie humaine d'un Etat alors que pourtant ses intérêts vitaux n'étaient pas menacés, simplement pour l'exemple. L'"honneur" d'une armée c'est celui de sa capacité à massacrer, à détruire. La mission "civilisatrice" du capitalisme décadent c'est aujourd'hui de renforcer toujours plus l'exploitation, la répression, de semer la misère et la mort.

A l'autre bout du monde, ce ne sont pas seulement les gendarmes prisonniers qui étaient otages mais tous les acteurs du drame : gendarme-otage, commando du FLNKS, population locale, troupe d'assaut. Otages des décisions politiques de la bourgeoisie française engagée dans une compétition électorale. A Ouvéa s'est exprimée la vérité des élections françaises, de la démocratie, du capitalisme : celle du mensonge, de la terreur et de la barbarie.

La gauche, autour de Mitterrand, toujours cachée derrière son langage humaniste, peut aujourd'hui tenter de se refaire une virginité en lançant une commission d'enquête sur les "bavures" qui ont succédé à l'assaut. Pourtant dans la surenchère électorale des appels au maintien de l'ordre qui ont précédé l'assaut, elle a fourni son écot. Le scandale fait par la gauche aujourd'hui sur les assassinats des prisonniers canaques ne fait finalement que justifier les massacres militaires, mais sans bavures, dans le respect de la loi démocratique. Mais surtout dans le passé elle a employé les mêmes méthodes d'assassinat pour éliminer un troublemaker du FLNKS : Machoro, abattu par la balle d'un tireur d'élite du GIGN, sans oublier pas très loin de la Nouvelle-Calédonie l'attentat du Rainbow Warrior en Nouvelle-Zélande et la folle équipée des services secrets français à bord d'un voilier qui (tiens !) s'appelait "l'Ouvéa". De la droite à la gauche, c'est la sinistre continuité de l'ordre capitaliste.

Les mêmes méthodes employées à Ouvéa, si la bourgeoisie en éprouve le besoin, elle sera prête à les utiliser ailleurs quand ses intérêts seront en jeu. La classe ouvrière est avertie.

J.J.



Et si, après les luttes massives qui ont marqué le début de cette 3ème vague de luttes (grève du secteur public en Belgique et aux Pays-Bas à l'automne 83, grève des mineurs en Grande-Bretagne en 84, grève générale au Danemark au printemps 84...), les combats ouvriers ont connu une courte période caractérisée par des luttes dispersées, isolées entre elles, cette baisse apparente de la combativité ouvrière résultait de la mise en place par la bourgeoisie d'une stratégie visant à tenter de briser l'élan de cette nouvelle vague de lutte : la stratégie de dispersion des luttes basée sur une politique de dispersion des attaques économiques, sur leur planification, leur étalement dans l'espace et dans le temps. Mais si cette stratégie bourgeoise de dispersion des luttes avait été permise par la petite marge de manoeuvre qu'avait laissée à la bourgeoisie la "mini-reprise" américaine de 83-84, l'accélération brutale de la crise à la fin de l'année 85 devait révéler toutes les limites d'une telle stratégie en remettant à l'ordre du jour la politique renforcée d'attaques massives contre tous les secteurs ouvriers simultanément. Ainsi les premières manifestations de riposte ouvrière à l'ampleur de ces attaques allaient faire éclater au grand jour toute la profondeur et l'importance historique de cette troisième vague de luttes.

Les formidables combats de classe qui se sont déroulés en Belgique en avril-mai 86 sont venus annoncer avec fracas l'entrée du prolétariat mondial (et surtout de ses bataillons décisifs d'Europe occidentale) dans une nouvelle étape de son combat : celle de sa marche vers l'unification de ses luttes conditionnée par la prise de conscience croissante de la nécessité de développer sa solidarité de classe face à la violence des attaques bourgeoises qui n'épargne désormais plus aucun secteur. C'est ainsi que cette tendance à l'unification des combats ouvriers a vu surgir, dans tous les mouvements qui ont marqué ces deux dernières années les luttes du prolétariat d'Europe occidentale, des tentatives de recherche de la solidarité active et d'élargissement des luttes par delà les usines, les catégories ou les régions, que ce soit sous forme de manifestations de rue ou d'envoi de délégations d'un centre ouvrier à l'autre : en 86, mouvement en Belgique, luttes des ouvriers de l'imprimerie en Grande-Bretagne, grève des cheminots en France ; en 87, luttes massives en Espagne, grève des travailleurs de British Telecom en Grande-Bretagne, mouvement des travailleurs de l'école en Italie et des sidérurgistes de la Ruhr en RFA.

Toutes ces initiatives qui se sont développées, en se heurtant de façon croissante à tous les pièges du syndicalisme sous toutes ses formes, ont mis en avant le même besoin : celui de la nécessaire prise en main par la classe ouvrière elle-même de son combat pour l'unification de ses luttes face à toutes les manoeuvres de dévoiement déployées par l'ensemble des forces d'encadrement capitalistes. C'est ainsi que le développement de la grève des cheminots en France en décembre 86, son explosion spontanée en dehors et contre les syndicats, sa tendance à la prise en charge du mouvement par les ouvriers eux-mêmes, est venue confirmer le développement au sein de l'ensemble du prolétariat de sa confiance en soi, de la conscience de sa force, de sa capacité à s'opposer comme classe aux attaques capitalistes. Cette tendance de la classe ouvrière à prendre de plus en plus confiance en elle-même a été encore plus nette dans le mouvement des travailleurs de l'école en Italie avec la création, au début de la lutte, de "comités de base" (COBAS) qui se sont constitués en dehors et contre les syndicats, mais aussi en Grande-Bretagne où la grève des 140 000 travailleurs de British Telecom, fin janvier 87, avait signifié la fin d'une période de démoralisation et d'un sentiment d'impuissance qui avait suivi la défaite de la longue grève des mineurs de 84-85 et celle des ouvriers de l'imprimerie fin décembre 86.

Toutes ces caractéristiques des luttes de cette 3ème vague sont appelées à se renforcer dans la période qui vient avec l'accélération inéluctable de la crise économique et des attaques anti-ouvrières.

C'est parce que ce combat n'en est aujourd'hui encore qu'à ses débuts qu'il a éprouvé jusqu'à présent le plus de difficulté à s'exprimer de façon positive et claire. En effet "Si les bases en ont été posées de façon nette lors des luttes en Belgique au printemps 86 (avec en particulier la volonté permanente des mineurs d'étendre le combat dans les autres secteurs), c'est surtout son besoin qui s'est exprimé alors que des centaines de milliers d'ouvriers luttaient simultanément, bien plus que sa réalité. Ce besoin s'est également fait sentir fortement lors des luttes de l'hiver et du printemps 87 en Espagne, alors que de multiples mouvements affectant de nombreux secteurs dans tout le pays se sont déroulés en ordre dispersé, ce qui a permis la reprise en main de la situation par la bourgeoisie et la dissipation de leur énorme potentialité. Dans le cas de la France, l'isolement corporatiste qui a caractérisé la grève des cheminots et constitué sa principale faiblesse a d'autant plus mis en évidence le besoin de l'unification que se déroulait en même temps d'autres mouvements dans les transports urbains à Paris et parmi les marins, et qu'il existait dans tout le secteur public un réel potentiel de combativité qui aurait pu se cristalliser si les cheminots avaient appelé leurs frères de classe à les rejoindre.

Cette difficulté à concrétiser le besoin de l'unification, alors que les autres caractéristiques des combats actuels se sont exprimées déjà de façon beaucoup plus marquée, s'expliquent aisément par le fait que l'unification constitue justement l'élément central des luttes de la période présente, celui qui, d'une certaine façon, contient toutes les autres, qui en constitue la synthèse." (Revue Internationale n° 51 "Résolution sur la situation internationale" - 7è Congrès du OCI)

Cette difficulté s'explique par l'extrême radicalisation de toutes les forces de gauche dans l'opposition et en particulier du syndicalisme sous sa forme la plus radicale qui, en reprenant à son propre compte les besoins de la lutte pour mieux les dénaturer, les dévoyer, s'efforce de dissocier, d'opposer les différents aspects complémentaires du chemin vers l'unification des luttes. "C'est ainsi que dans les grèves du printemps 87 en Espagne, la tactique syndicale a consisté essentiellement à prendre les devants face à un mécontentement et une combativité généralisés, afin d'empêcher les surgissements spontanés de la lutte et sa prise en charge par les ouvriers, et de pouvoir la découper en rondelles à travers des "actions" dispersées dans le temps et l'espace, des manifestations séparées alors que le sens même d'une manifestation est de permettre aux ouvriers de tous les secteurs de se retrouver ensemble. De même, lors de la grève des cheminots en France, la tactique syndicale, une fois qu'il était devenu impossible de faire obstacle au mouvement, a consisté non pas à s'opposer ouvertement à son auto-organisation, mais d'abord à en faire un problème "spécifique" des cheminots et même des conducteurs de trains, puis de jouer la carte du

(1) voir Revue Internationale n°53.

(2) pour plus de développement sur l'évolution de la lutte de classe depuis 68, voir la Revue Internationale, en particulier les n° 33, 37, 44, 51, 53.

LISEZ LA REVUE INTERNATIONALE N°54

.REAGAN-GORBATCHEV, AFGHANISTAN :

le mensonge du "désarmement".

.LUTTE DE CLASSE : En Pologne comme partout,

l'obstacle du syndicalisme

.OU EN EST LA CRISE ECONOMIQUE ?

La perspective de la récession n'est pas écartée, au contraire.

.20 ANS APRES MAI 68 : Le milieu prolétarien (2)

.POLEMIQUES:

-Comprendre la décadence du capitalisme (4)

-La confusion des groupes communistes sur la période actuelle : la sous-estimation de la lutte de classe.

"jusqu'au-boutisme" quand la preuve a été faite que la lutte était battue tout en lançant à ce moment-là des appels à "l'extension" visant non pas à l'extension du combat, mais à l'extension de la défaite." (ibid.)

* * *

Ce tableau retraçant dans les grandes lignes l'évolution de la lutte de classe depuis mai 68 ne serait pas complet si on ne mettait pas en évidence un des aspects essentiels du développement du mouvement historique du prolétariat, de sa rupture d'avec la longue période de contre-révolution : le développement à l'échelle internationale d'un milieu révolutionnaire prolétarien avec l'éclosion évidente, dès le début de la première vague, de groupes révolutionnaires se constituant sur la base d'une réappropriation -plus ou moins claire suivant les groupes- des acquis légués par les fractions de gauche qui se sont dégagées de la IIIème Internationale (1). Malgré une crise qui a frappé ce milieu révolutionnaire, au tournant des années 70-80 (cf. Revue Internationale n°32), le fait que celui-ci connaisse aujourd'hui un nouvel élan notamment avec l'apparition de nouveaux groupes dans des pays importants de la périphérie (Inde, Mexique, Argentine) est particulièrement significatif de la profondeur de cette 3ème vague de luttes.

Ainsi vingt ans après mai 68, la perspective historique d'un cours vers des affrontements de classe généralisés, non seulement ne s'est pas démentie, mais elle n'a cessé de se renforcer. Mais si, malgré l'accélération toujours plus brutale de la crise, malgré l'intensification des préparatifs militaires et des tensions guerrières dans le monde, les combats ouvriers de ces 20 dernières années ont constitué le seul obstacle au déchaînement d'une 3ème guerre mondiale, cela ne signifie nullement que cette tendance ne puisse se renverser. C'est dire toute la gravité des enjeux historiques des combats présents de la classe ouvrière.

C'est de la capacité du prolétariat de continuer à développer son combat pour l'unification de ses luttes, à affirmer de façon croissante son unité et son autonomie de classe et aussi de prendre conscience des enjeux réels de ce combat - notamment du fait que ses luttes présentes constituent le seul obstacle au déchaînement de la barbarie du capitalisme - que dépendra sa capacité à s'engager sur le chemin de la généralisation mondiale des combats ouvriers. Parce que les caractéristiques de cette troisième vague, sa dynamique vers l'unification des luttes, posent les jalons de cette future généralisation mondiale, aboutissement de ce processus d'unification, la classe ouvrière est aujourd'hui en train de forger ses armes pour les combats titanesques à venir, combats à l'issue desquels sera tranchée l'alternative historique posée dès mai 68 : révolution prolétarienne ou enfoncement de toute l'humanité dans la barbarie généralisée (2).

RND/ Avril

Appel aux lecteurs

L'actuelle montée de la lutte de classe exige une intervention accrue des révolutionnaires.

C'est encore avec de faibles forces que les révolutionnaires doivent faire face à des tâches gigantesques. C'est pourquoi nous faisons appel à tous nos lecteurs, tous nos sympathisants qui désirent collaborer à la diffusion de nos tracts, comme certains nous l'ont déjà proposé. Les informations qu'ils peuvent avoir sur ce qui se passe autour d'eux, nous seraient aussi utiles, vu le black-out entretenu sciemment par la bourgeoisie sur les grèves ouvrières. Enfin, nous avons besoin que notre presse soit déposée dans les librairies ou dans les kiosques, et il est souhaitable que toutes les énergies se mobilisent pour effectuer un suivi régulier de la diffusion. Nous profitons également de l'occasion pour renouveler nos appels à ce que des critiques ou commentaires nous parviennent.

PUBLICATIONS

ECRIRE LES ADRESSES COMME SUIV, sans nom de la publication :

ACCION PROLETARIA
Apartado de Correos 258, VALENCIA 46080 ESPAGNE

INTERNATIONALISME
BP 1134, BXL 1
1000 BRUXELLES - BELGIQUE

INTERNATIONALISM
P.O. Box 288 NEW YORK, N.Y. 10018-0288 U.S.A.

INTERNACIONALISMO
Apartado 20674 CARACAS 1020-A VENEZUELA

INTERNATIONELL REVOLUTION
IR, Box 21106, 10031, STOCKHOLM, SUEDE

RIVOLUZIONE INTERNAZIONALE
CP 469, 80100 NAPOLI ITALIE

WERELD REVOLUTIE
WR Postbus 11549, 1001 GM AMSTERDAM HOLLANDE

WORLD REVOLUTION
BM Box 869, LONDON WCI N 3XX, GRANDE-BRETAGNE

WELTREVOLUTION
Postfach 410308 5000 KOLN, 41 R.F.A.

ABONNEMENTS

REVOLUTION INTERNATIONALE BP 581 75027 PARIS CEDEX 01 FRANCE

ABONNEMENT SIMPLE : 12 numéros du journal :
FRANCE : 100F ; ETRANGER : 100F ; PAR AVION : 120F
ABONNEMENT SIMPLE : 4 numéros de la REVUE INTERNATIONALE :
FRANCE : 75F ; ETRANGER : 75F ; PAR AVION : 90F
ABONNEMENT COUPLE (journal + revue) :
FRANCE : 170F ; ETRANGER : 170F ; PAR AVION : 210F
Abonnements et versements par cheque bancaire ou postal :

R.I., CCP 202 3302 X PARIS

ABONNEMENT DIFFUSEUR :
Quelques lecteurs nous ont écrit, souhaitant diffuser notre presse autour d'eux. Nous proposons les modalités suivantes :
- Journal RI : abonnement à 3 : 110F ; à 5 : 160F.
- Revue Internationale : abonnement à 2 : 70F ; à 3 : 100F
Ecrivez-nous pour mettre au point d'autres possibilités.

BROCHURES

LES SYNDICATS CONTRE LA CLASSE OUVRIERE
15F + 3F pour frais d'envoi
NATION OU CLASSE
15F + 3F pour frais d'envoi
LE TROSKYSME CONTRE LA CLASSE OUVRIERE
15F + 3F pour frais d'envoi
PLATE-FORME ET MANIFESTE DU C.C.I.
15F + 3F pour frais d'envoi
ORGANISATIONS COMMUNISTES ET CONSCIENCE DE CLASSE
15F + 3F
SUR LA POLOGNE (recueil d'articles)
15F + 3F pour frais d'envoi
LA DECADENCE DU CAPITALISME
15F + 3F
L'ETAT DANS LA PERIODE DE TRANSITION
20F + 6F pour frais d'envoi
LA GAUCHE COMMUNISTE D'ITALIE
30F + 12F pour frais d'envoi
BROCHURE SUR LA REVOLUTION Russe
15F + 3F pour frais d'envoi

DISTRIBUE PAR LES N.M.P.P.
Imprimerie G.Tautin, 9, cité Beauharnais 75011
Directeur de la publication : D. Van Celst
Numéro de Commission paritaire : 54267

AU NOM DE LA PAIX, LA BOURGEOISIE ACCELERE SES PREPARATIFS GUERRIERS

■ Bien qu'ayant toujours des résultats mitigés, les dernières Conférences au sommet entre les deux grandes puissances ont toutes été présentées comme des Conférences pacificatrices. La dernière annoncée pour le 29 mai, ne fait pas exception, au contraire. C'est la première fois depuis 14 ans qu'un président des USA se rend à Moscou, signe de "détente" certain...

Dans ce monde à feu et à sang où les zones de conflits ne font que se multiplier et devenir chaque jour plus meurtrières, où les budgets de "défense" des différents Etats de ce monde, malgré le "désarmement", ne font que croître, on essaie de nous faire avaler que tout cela est en voie de règlement, par des grands discours sur la détente qui cachent mal la réalité de l'aiguïssement des tensions. Les innombrables tractations secrètes, les pressions, les trafics d'armes, la permanence des conflits aux quatre coins du monde, la fixation de l'abîme du Moyen-Orient, montrent au contraire que le jeu devient de plus en plus serré, au fur et à mesure que la crise économique met chaque nation et chaque bloc devant la difficulté d'assurer ses intérêts.

La réalité, c'est les deux millions de morts qu'ont alignés depuis huit ans les conflits en Iran en Irak et en Afghanistan, ce sont les centaines de morts depuis deux mois en Cisjordanie et à Gaza, les milliers au Kurdistan, l'enfer pour des populations entières pour le seul compte d'intérêts qui les dépassent complètement.

LA RESISTANCE DU BLOC IMPERIALISTE DE L'EST

Dans ce chœur qui chante la paix, l'Etat russe est en premier plan : Appels au désarmement, suivi de multiples preuves de "bonne volonté" : élimination des euromissiles, évacuation de l'Afghanistan, mais aussi pourparlers de règlement des conflits en Angola, au Cambodge, au Mozambique, Gorbatchev qui conseille à Arafat de reconnaître Israël...

Le bloc russe y met le paquet pour apparaître blanc comme la colombe.

Déjà, avec le début du retrait des troupes russes d'Afghanistan, la réalité de la "pacification" apparaît plus clairement : il n'est pas question que l'URSS abandonne l'Afghanistan, qu'elle continuera à contrôler, à approvisionner en armes, et à surveiller étroitement. Son retrait n'est qu'une adaptation à une situation devenue critique : Après huit ans de guerre, l'occupation directe coûte plus qu'elle ne rapporte, et ce sur différents plans :

- parce que l'URSS a en face une résistance surarmée par l'occident qui la met dans l'irrasse : encore dernièrement, les moudjahidins venaient d'être approvisionnés en Stingers (des lance missiles portables à l'épaule, ce qui compromettrait la supériorité de l'armement russe au sol). L'Etat russe compte sur le retrait pour contenir une partie de la résistance, et ainsi la diviser pour mieux la contrôler. Dans une situation économique critique, l'URSS a préféré changer de tactique : comme on le voit dès aujourd'hui, ce n'est pas pour autant que les troupes de résistance ne continueront pas à être appuyées par l'occident, ni que l'URSS va relâcher sa pression, et l'affrontement ne peut que continuer dans cette région du monde. Contrairement à d'autres pays, comme la Syrie ou l'Egypte, l'Afghanistan peut difficilement échapper à la main mise russe, ce puissant voisin qui a des kilomètres de frontières communes et des réseaux de contrôle solidement implantés.

- Si l'URSS a pris cette décision, c'est aussi parce que le poids de cette guerre sur une économie mal en point, et surtout son impopularité, commençait aussi à peser sur la situation intérieure au pays : alors qu'il s'agit d'exiger plus de sacrifices aux ouvriers pour le bien de la nation et des budgets d'armements, Gorbatchev a choisi pour ce faire de se présenter comme le garant de la "paix" : les mil-

liers de morts et de blessés ramenés d'Afghanistan gènaient cette image paisible, et ce geste peut faire diversion un certain temps.

Le retrait des troupes russes de l'Afghanistan, ce n'est pas non plus le retrait des américains du Vietnam : si à l'époque, les USA avaient changé de tactique, c'était dans le but -réussi- de s'allier la Chine, qui était un enjeu autrement plus important que le Vietnam. Dans le cas de l'Afghanistan, le bloc de l'Est ne gagne rien, et a été contraint à cette solution par la pression américaine. Cela ne fait que continuer la lente asphyxie du bloc de l'Est qu'opère le bloc de l'Ouest. Loin d'être porteur de "paix", cet affaiblissement ne peut que pousser l'Est dans "l'aventure", et ce genre d'"aventures" peut toujours tourner très mal.

Les pourparlers dans les différentes zones d'influence russe (Angola, Mozambique, et aujourd'hui Cambodge-Vietnam) participent de la même logique : en aucun cas, il ne s'agit de stabilisation, encore moins de paix, pour ces pays : bien au contraire, elles sont l'expression de la résistance de la Russie, avec ses moyens, à l'offensive pressante de l'occident pour l'acculer dans ses derniers retranchements.

LE BLOC DE L'OUEST

Pendant qu'on discute à Genève ou à Moscou, l'effervescence est toujours aussi grande des Etats Majors occidentaux autour du Moyen-Orient : nouvelles pressions américaines sur Khadafi qui annonce la fin du conflit au Tchad, invasion israélienne au Liban, et surtout nouvelle intervention de la marine américaine dans la guerre du Golfe... Les occidentaux n'ont pas promis de retirer l'armada dont on ne fait plus aucune publicité alors qu'on compte 250 morts et plus de 500 blessés dans les marins civils des pétroliers qui continuent à sillonner cette mer infernale. Au contraire, ils comptent bien continuer à imposer ce déploiement de forces aux frontières de la Russie.

Pourtant, pour le bloc de l'Ouest aussi, la situation est complexe :

- à preuve l'abîme libanais où continuent de faire rage les luttes d'intérêts entre principalement la Syrie, Israël et l'Iran ; Si globalement, les USA ont réussi leur opération en gagnant la Syrie, il n'en reste pas moins que les sordides marchandages auxquelles se livrent les différents Etats pour récupérer une zone d'influence ou négocier des prêts de plus en plus énormes, ont encore donné lieu à une flambée de violence dans cette zone où des milliers de gens vivent déjà l'enfer quotidien. Là, le bloc occidental a utilisé les armées israéliennes et syriennes pour "pacifier" à la manière forte, du moins pour un court répit, cette zone de turbulences,

- à preuve la difficulté de contrôle de l'Iran, qui, bien que totalement dépendant de l'Ouest, continue à contrecarrer les projets américains après huit ans de guerre destinée à le faire plier.

Pour le bloc américain aussi, l'heure est à jouer le plus serré possible : s'il avait compté jusqu'à présent sur la supériorité écrasante de ses offres économiques, il lui faut de plus en plus penser à resserrer les cordons de la bourse. S'il n'en est pas encore au niveau de la Russie, l'avenir est à la substitution de la carotte par le bâton, au remplacement des "aides" par la présence militaire.

Dans cette partie complexe que jouent les grandes puissances, on peut être sûr de ne voir que le dessus du panier de tout ce qui se trame. Mais il faut savoir que les intérêts économiques qui dominent le jeu ne laissent d'autre choix aux différents Etats que l'affrontement.

"Un jour viendra où il n'y aura plus de mur de Berlin, plus de soldats "communistes et "impérialistes" se faisant face tout au long du rideau de fer, plus d'OTAN et de pacte de Varsovie." s'interroge l'éditorial du journal "Le Monde" le 27 mai en annonçant la rencontre "historique" de Reagan et Gorbatchev à Moscou : mais ce jour là ne viendra pas des rencontres au sommet, des accords désarmement, des marchandages des dirigeants de ce monde. "Ce jour là" est incompatible avec la survie de l'économie capitaliste dont les rouages ne peuvent que pousser le monde à l'affrontement militaire.

DN

LA FARCE CYNIQUE DES OTAGES

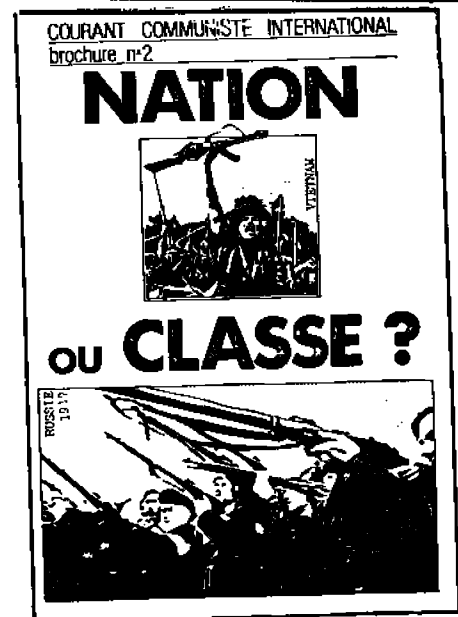
Au delà du ridicule de Chirac multipliant les libérations d'otages entre les deux tours des élections, tel un prestidigitateur fou sortant tout ce qu'il a dans son chapeau, la libération de ces otages français lève le voile sur l'utilisation cynique qu'en ont fait les Etats, et principalement l'Etat français.

A en croire le gouvernement PS aujourd'hui, cette libération a été obtenue par la promesse de renouer les relations diplomatiques avec l'Iran. Voilà. On peut se demander pourquoi, depuis deux ans que les otages se morfondent dans un coin du Moyen-Orient, l'Etat français n'a pas déjà fait ce geste noble, et si peu coûteux...

Pas question de négociations sur les ventes d'armes, bien sûr, ni sur le remboursement des prêts dans toutes les affaires embrouillées entre la France et l'Iran...

En fait, alors que les USA font mine de "s'interroger" sur les concessions de la France, il s'agit d'une politique fortement concertée entre la France qui tend la carotte et les USA le bâton pour piéger l'Iran. Que le prétexte ait été utilisé dans la campagne électorale importe peu dans la réalité de la politique étrangère sur laquelle tous -gauche et droite- s'accordent. Par contre, cet épisode devrait guérir ceux qui ont encore tendance à s'émouvoir des exactions du "fanatisme preneur d'otages" : otages, ils le sont fondamentalement des intérêts froidement calculés de la "diplomatie" des Etats.

DN



Révolution Internationale est l'organe du Courant Communiste International en France

NOS POSITIONS

Le C.C.I. se réclame des apports successifs de la Ligue des Communistes, des 1ère, 2ème et 3ème Internationales, des fractions de gauche qui se sont dégagées de cette dernière, en particulier des Gauches allemande, hollandaise et italienne.

Leçons fondamentales de la lutte historique de la classe ouvrière, les positions principales de ce courant sont les suivantes :

- Depuis la première guerre mondiale, le capitalisme est un système social décadent qui n'a rien d'autre à offrir à la classe ouvrière et à l'humanité dans son ensemble que des cycles de crises, guerres et reconstructions. Son déclin historique irréversible pose à l'humanité une seule alternative : socialisme ou barbarie.

- La classe ouvrière est la seule classe capable de mener à bien la révolution communiste contre le capitalisme.

- La lutte révolutionnaire du prolétariat conduit la classe ouvrière à une confrontation avec l'Etat capitaliste. En détruisant l'Etat capitaliste, elle devra constituer la dictature du prolétariat à l'échelle mondiale.

- La forme que prendra cette dictature est le pouvoir international des conseils ouvriers.

- Le socialisme, mode de reproduction sociale ins-

tauré par les conseils ouvriers, ne signifie pas l'"auto-gestion ouvrière", ni les "nationalisations". Le socialisme exige l'abolition consciente par la classe ouvrière des rapports sociaux capitalistes tels que le travail salarié, la production de marchandises, les frontières nationales et exige la construction d'une communauté humaine mondiale.

- Les soi-disant pays socialistes (Russie, bloc de l'Est, Chine, Cuba, etc.) sont une expression particulière de la tendance universelle au capitalisme d'Etat, lui-même expression du déclin du capitalisme. Il n'y a pas de "pays socialistes" dans le monde ; ces pays ne sont que des bastions capitalistes que le prolétariat mondial devra détruire, tout comme n'importe quel autre Etat capitaliste.

- A notre époque, les syndicats sont partout des organes de l'ordre capitaliste au sein du prolétariat.

- Tous les soi-disant partis ouvriers -partis "communistes" et "socialistes", ainsi que leurs appendices gauchistes- sont la gauche de l'appareil politique du capitalisme.

- Dans le capitalisme décadent, le parlement et les élections ne sont rien d'autre qu'une source de mystification capitaliste : toute participation au cirque parlementaire a pour seul effet de renforcer cette mystification aux yeux des prolétaires.

- Aujourd'hui, toutes les fractions de la bourgeoisie

sont également réactionnaires. Toutes les tactiques qui appellent aux "fronts populaires", "fronts antifascistes" ou "fronts unis" entre le prolétariat et une fraction de la bourgeoisie ne servent qu'à détourner la lutte du prolétariat et à la désarmer face à son ennemi de classe.

- Les "luttres de libération nationale" sont des moments de la lutte à mort entre les puissances impérialistes petites ou grandes pour acquérir un contrôle sur le marché mondial. Le slogan de "soutien aux peuples en lutte" n'est, en fait, qu'un appel à défendre une puissance impérialiste contre une autre, sous un verbiage nationaliste ou "socialiste".

- Le rôle de l'organisation des révolutionnaires n'est pas d'"organiser la classe ouvrière", ni de "prendre le pouvoir au nom des travailleurs", mais de participer activement à la généralisation des luttes prolétaires et de la conscience révolutionnaire au sein du prolétariat.

NOTRE ACTIVITE

- L'indispensable élaboration théorique qu'exige la reprise de la lutte prolétarienne après cinquante ans de creux quasi-ininterrompus.

- L'intervention organisée, au niveau international, au sein des luttes en vue de contribuer au processus qui mène à l'auto-organisation et à l'action révolutionnaire de la classe ouvrière.